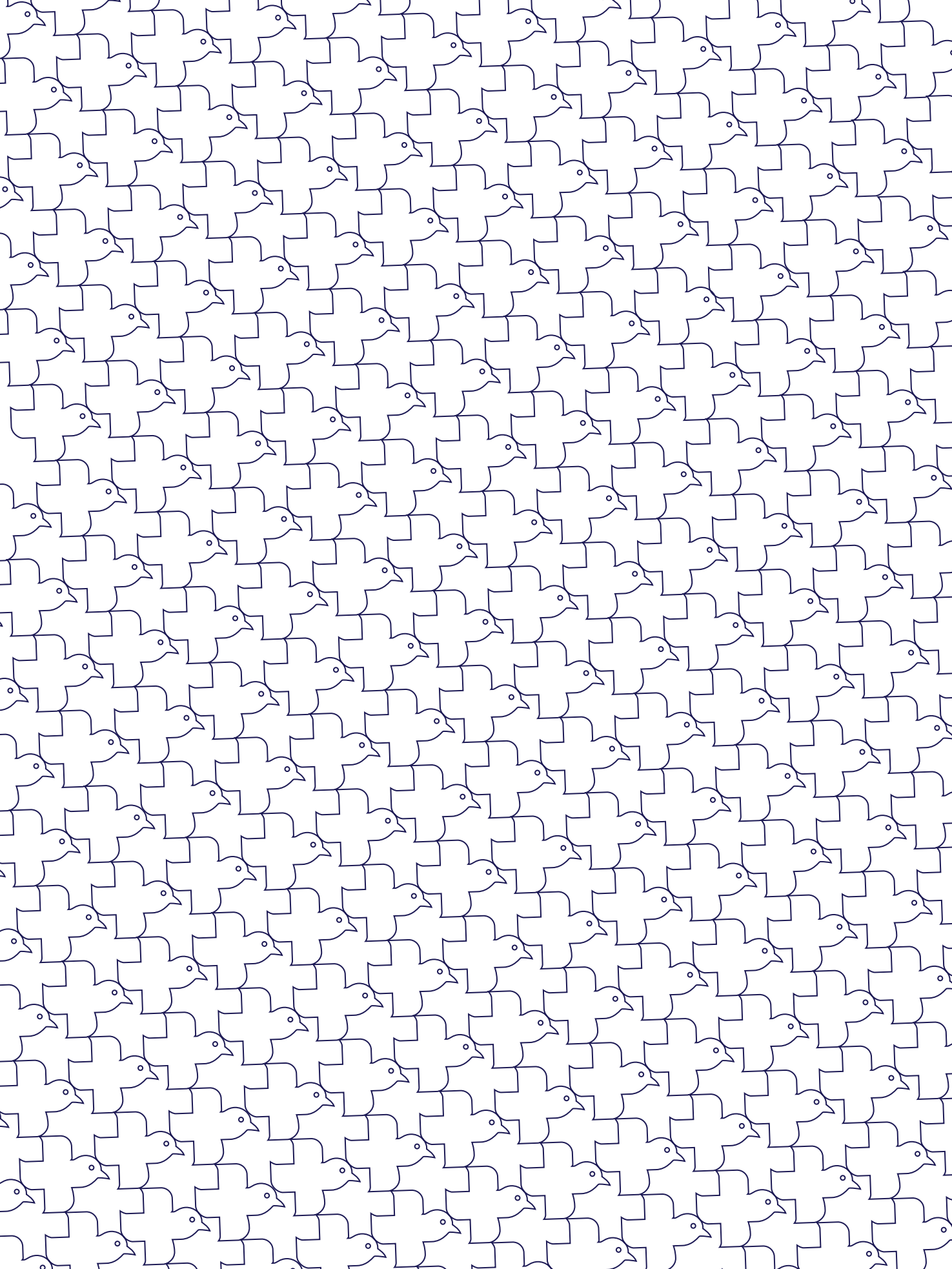


RAPPORT MORAL

ÉDITION 2025





p. 4	LE MOT DU PRÉSIDENT	p. 63	RÉSEAU INTERNATIONAL
p. 8	EN CHIFFRES	p. 65	Les associations
p. 10	AXES D'INTERVENTION	p. 68	FINANCEMENT
p. 12	FOCUS AGIR ENSEMBLE	p. 70	RELATIONS INSTITUTIONNELLES
p. 14	FOCUS RÉSISTER	p. 72	ORGANISATION
p. 16	PLAIDOYER ET CAMPAGNES	p. 74	NOUS REMERCIONS
p. 20	OPÉRATIONS INTERNATIONALES		
p. 24	Afrique		
p. 30	Moyen-Orient		
p. 34	Amérique latine		
p. 38	Europe		
p. 42	Asie		
p. 46	OPÉRATIONS FRANCE		
p. 49	Protection maladie universelle et système public de santé		
p. 52	Migrations, exil, droits et santé		
p. 54	Santé environnement		
p. 56	Droits et santé sexuels et reproductifs		
p. 58	Réduction des risques		
p. 60	Annuaire des délégations régionales		

SOMMAIRE



L'année 2025 s'est ouverte sur un paysage humanitaire profondément bouleversé. Le choc brutal provoqué par la fermeture de l'agence américaine USAID, décidée par l'administration Trump, a drastiquement affecté le secteur avec 75,9 milliards de dollars de financements programmés annulés. Dans ce contexte général de baisse des financements publics, la capacité d'action des organisations de solidarité ainsi que la vie de millions de personnes ont été mises à mal.

UNE OFFENSIVE IDÉOLOGIQUE ET FINANCIÈRE

Cette diminution des financements nous affecte profondément, alors même que la persistance des conflits armés, l'impunité face aux violations du droit international humanitaire, les crises économiques et le péril environnemental accentuent la précarité et les inégalités.

Au-delà des coupes budgétaires, cette transition est la preuve d'un revirement idéologique profond. Des démocraties occidentales revendiquent désormais des politiques ouvertement hostiles aux droits humains : elles remettent en cause les principes de solidarité, conditionnent l'aide, restreignent l'accès au terrain et délégitiment l'action des organisations indépendantes, au motif que celles-ci ne porteraient plus les « bonnes » valeurs. Cette



DR JEAN-FRANÇOIS CORTY

dérive illibérale menace directement notre mandat, notre liberté d'agir et notre rôle de contre-pouvoir constructif issu de la société civile.

Cette nouvelle hiérarchie de valeurs fondée sur le non-respect des droits se manifeste de manière particulièrement dramatique dans le traitement de conflits majeurs. À Gaza, au Soudan ou en République démocratique du Congo (RDC), l'incapacité de la communauté internationale à protéger les populations civiles et à faire respecter le droit international humanitaire est criante.

En Europe et en France, cette dynamique se traduit par une montée en puissance d'un populisme de tendance extrême droite, une répression accrue et un acharnement administratif visant les associations, sur la base d'une confusion volontaire entre engagement militant citoyen et militantisme partisan. Nos organisations sont ainsi accusées de soutenir des idéologies, d'encourager les migrations ou d'entretenir des liens avec des groupes terroristes. Ces attaques infondées et répétées visent à restreindre les libertés associatives et à délégitimer une parole pourtant bâtie sur l'éthique médicale et l'expertise de terrain.

Alors même que près de 305 millions de personnes ont aujourd'hui besoin d'une aide humanitaire d'urgence, la baisse des financements a des conséquences directes et dramatiques sur les personnes, les femmes et minorités de genre en premier lieu : limitation de l'accès aux soins, ruptures d'approvisionnement en médicaments, arrêt de campagnes de vaccination, fermeture de programmes essentiels sur le VIH, la prise en charge des violences liées au genre, ou encore l'accès à la santé sexuelle et reproductive.

LE MOT DU PRÉSIDENT

Face aux pressions toujours plus nombreuses, Médecins du Monde assume pleinement son rôle : entrer en résistance, défendre une vision du monde fondée sur des valeurs de solidarité, de liberté, de respect des droits humains à travers l'accès universel aux soins et la réduction des inégalités.

RÉSISTER MALGRÉ LES PRESSIONS

À l'international, nous avons poursuivi nos interventions avec exigence et détermination, en veillant à rester à la fois lucides sur les contraintes et résolument concentrés sur l'impact de nos actions.

Au Moyen-Orient, les politiques impérialistes et coloniales restrictives entretiennent une crise d'humanité. Présente au Liban, en Palestine, en Syrie, au Yémen et en Irak, Médecins du Monde rappelle avec force que l'aide humanitaire ne doit jamais être politisée ni conditionnée : seuls les besoins des populations doivent primer.

À Gaza, malgré la violence extrême de nature génocidaire et un cessez-le-feu qui relève d'une fiction avec plus de 500 morts depuis son annonce en octobre 2025, malgré les destructions massives et les conditions d'accès aux soins dramatiquement dégradées, nos équipes sont intervenues sans relâche. Aujourd'hui, elles font face à de graves menaces d'expulsion, alors même que les besoins humanitaires restent immenses : insécurité alimentaire, système de santé détruit, blessés et malades privés de soins adaptés et de toute possibilité d'évacuation.

En Syrie, la chute du régime de Bachar el-Assad a permis un retour progressif de nos équipes et le redéploiement d'activités, dans un contexte encore fragile mais porteur d'espoir.

Nous restons également mobilisés sur des crises dites « oubliées », qui continuent de faire des ravages loin des projecteurs. En RDC, la prise de Goma en janvier 2025 et l'extension des violences dans l'est du pays ont aggravé une crise humanitaire chronique. Présente de longue date dans le pays, Médecins du Monde a renforcé sa réponse d'urgence, notamment autour des droits et de la santé sexuels et reproductifs, dans un contexte où plus de cinq millions de personnes sont déplacées.

Nous poursuivons également nos actions en Amérique latine, en particulier au Mexique, en Colombie et en lien avec la crise vénézuélienne, ainsi qu'en Ukraine, où les besoins demeurent. Partout, nous restons particulièrement vigilants

aux attaques contre les droits des femmes, exacerbées par le rétablissement de politiques telles que la « Global Gag Rule », qui entravent l'accès à la contraception et à l'avortement.

UN CLIMAT DE PLUS EN PLUS HOSTILE

En France, le recul de la solidarité internationale se conjugue à des dynamiques nationales préoccupantes. Le projet de loi de finances prévoit une réduction de 800 millions d'euros pour l'aide publique au développement en 2026. Cette situation fragilise les réponses sanitaires et remet en cause l'accès effectif aux droits fondamentaux.

La montée des idées d'extrême droite et la radicalisation du discours politique pèse sur les acteurs de la société civile. Des associations militantes sont fréquemment attaquées, ce qui contribue à un climat de suspicion et à une restriction accrue des libertés associatives par des mesures administratives et sécuritaires.

Malgré tout, nous poursuivons nos actions avec détermination. Présente depuis quarante ans sur le territoire, notre association continue d'agir auprès des personnes exilées, à Calais et à Briançon par exemple, dans un contexte de dégradation de l'accès aux droits et à la santé. En 2025, année des 80 ans de la Sécurité sociale, nous avons maintenu un plaidoyer exigeant en faveur d'un modèle solidaire de couverture maladie universelle, notamment à travers la publication du rapport de l'Observatoire de l'accès aux droits et aux soins révélant des données probantes sur l'inégalité d'accès aux soins.

Face aux attaques contre les droits, Médecins du Monde continuera d'agir, de soigner et de témoigner.

Les équipes ont été très actives sur le plaidoyer lors des élections municipales préfigurant ce que nous commençons à formaliser pour les élections présidentielles de 2027.

En 2025, Médecins du Monde s'est fortement engagée contre les inégalités environnementales à travers son combat sur les liens entre santé et environnement. La proposition de loi Duplomb finalement adoptée en juillet 2025 avec des ajustements, malgré une forte opposition citoyenne à laquelle nous avons participé, a illustré les menaces pesant sur la santé publique et l'indépendance de l'expertise scientifique. Aux côtés de nombreux

malades, médecins et chercheurs, Médecins du Monde continue de dénoncer des décisions politiques qui limitent le droit de vivre dans un environnement sain, qui renforcent les intérêts privés contre l'intérêt général et relèguent au second plan les inégalités de santé publique.

Enfin, dans un climat sociopolitique toujours plus répressif, nous restons pleinement mobilisés aux côtés de communautés particulièrement stigmatisées telles que les personnes usagères de drogues, et/ou exerçant le travail du sexe. Les politiques de criminalisation du travail du sexe continuent de dégrader l'accès aux soins et aux droits, dix ans après la promulgation de la loi de pénalisation des clients de service sexuels tarifés.

En avril 2025, Médecins du Monde a engagé deux contentieux pour dénoncer l'obstruction de l'État à la mise en place d'une politique de réduction des risques visant les personnes usagères de drogues. Nous avons alerté sur l'urgence d'étendre et de pérenniser les haltes soins addictions (HSA), des dispositifs essentiels à la santé et à l'accès aux droits des personnes usagères de drogues.

DÉVELOPPER UNE ASSOCIATION SOLIDE ET ENGAGÉE

Médecins du Monde est une organisation humanitaire médicale militante qui permet aux équipes bénévoles et salariées de s'engager au sein d'une structure démocratique, transparente et attentive à celles et ceux qui la font vivre. Dans un secteur humanitaire soumis à de fortes tensions et dans un contexte global anxiogène, nous avons pris très au sérieux les enjeux liés à la qualité de vie et aux conditions de travail des équipes, qui constituent un socle indispensable à la pérennité de notre action.

Le renforcement d'espaces d'échange et de régulation adaptés aux réalités de terrain a été une priorité. Cette attention se traduit également par la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie de gestion des alertes, visant à mieux prévenir les situations de risque, à renforcer la sécurité des équipes et à assurer un accompagnement plus structuré, dans une logique de responsabilité et de bienveillance.

Parallèlement, nous avons poursuivi des chantiers structurants pour l'avenir de notre association. La révision en cours de nos statuts, votée par le conseil d'administration en mai 2025, et plus tard de notre règlement intérieur, vise à adapter notre gouvernance aux nouvelles réalités opérationnelles. La mise en œuvre de la stratégie France, ainsi que les évolutions à venir de notre organisation

territoriale, notamment à travers des rapprochements de délégations, s'inscrivent dans un objectif constant de simplification des mandats, de décentralisation des décisions et de renforcement de l'engagement associatif. De septembre 2025 à juin 2026, l'organisation d'assemblées régionales en délégations pour élire de nouveaux membres dans les conseils de délégations rappelle l'engagement de toutes et tous pour une direction paritaire et démocratique de nos activités.

Enfin, Médecins du Monde France s'inscrit pleinement dans un réseau international composé de 17 associations et fondé sur la solidarité et la complémentarité entre ses membres. Dans un contexte de fragilisation des financements institutionnels, nous restons déterminés à contribuer à une gouvernance collective renforcée et à un développement plus équilibré du réseau, notamment à travers l'émergence de nouveaux acteurs issus du Sud global.

Face aux attaques contre les droits, aux replis identitaires et à l'aggravation des inégalités sanitaires, sociales, et environnementales, Médecins du Monde continuera d'agir, de soigner et de témoigner. Notre engagement reste intact, porté par l'énergie de nos équipes bénévoles et salariées, de nos partenaires, de nos donateurs, de nos adhérents et de l'ensemble de celles et ceux qui partagent des valeurs de solidarité et de liberté.
Merci à toutes et tous.

BUDGET

BUDGET RÉALISÉ
MDM FRANCE : **146,9 M€**

RESSOURCES HUMAINES



3 499

**ACTRICES ET ACTEURS
MÉDECINS DU MONDE**

1 549 ACTRICES ET ACTEURS SUR NOS PROJETS INTERNATIONAUX

1 405 salariées et salariés nationaux sur les terrains d'intervention
86 salariées et salariés de droit français sur les missions internationales
57 salariées et salariés de la direction des opérations internationales (DOI) au siège dont 7 voltigeurs
1 volontaire de la solidarité internationale

1 528 ACTRICES ET ACTEURS SUR NOS PROJETS EN FRANCE

1 365 bénévoles actifs (*dont les cadres bénévoles*)
147 salariées et salariés sur le terrain et en délégations régionales
16 salariées et salariés de la Direction des Opérations France (DOF) au siège

422 ACTRICES ET ACTEURS EN SUPPORT AUX OPÉRATIONS

150 cadres bénévoles associatifs
272 salariées et salariés au siège

EN CHIFFRES

PROGRAMMES FRANCE

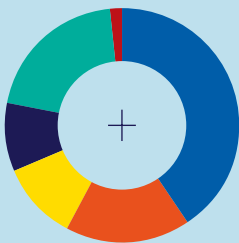
42
PROJETS
SUR
23
SITES

Droits et système de santé (DSS)	18 projets
Migrations, exil, droits et santé (MEDS)	9 projets
Santé environnement (SE)	9 projets
Réduction des risques (RDR)	5 projets
Droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR)	1 projet transversal

PROGRAMMES INTERNATIONAUX

4 150 000 BÉNÉFICIAIRES
DE NOS PROGRAMMES

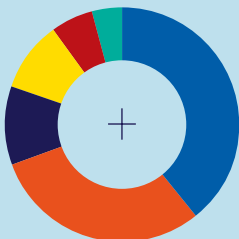
RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES PROJETS



- 26 projets dans 9 pays en Afrique
- 11 projets dans 5 pays au Moyen-Orient
- 7 projets dans 2 pays en Amérique latine
- 6 projets dans 4 pays en Europe
- 13 projets dans 5 pays en Asie
- 1 projet transversal CUTTS (Géorgie, Arménie, Tanzanie)

64
PROJETS
DANS
25
PAYS

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES



- 79 % International dont :
- 39 % en Afrique
 - 31 % au Moyen-Orient
 - 11 % en Amérique latine
 - 10 % en Asie
 - 6 % en Europe
 - 3 % Projets divers (projets transversaux et missions exploratoires)
- 21 % France

COMBATS POLITIQUES

DROITS ET SANTÉ SEXUELS ET REPRODUCTIFS (DSSR)

Médecins du Monde est engagée en faveur de la reconnaissance des droits sexuels et reproductifs et de l'accès à des services en santé sexuelle et reproductive complets et adaptés. L'organisation reste particulièrement mobilisée, aux côtés de ses partenaires locaux et internationaux, pour la prévention et la prise en charge des grossesses non intentionnelles, la réponse aux besoins de santé sexuelle et reproductive en contexte de crise et la prévention du cancer du col de l'utérus.

RÉDUCTION DES RISQUES (RDR)

Médecins du Monde agit auprès des personnes usagères de drogues, travailleuses du sexe, des minorités sexuelles et de genre, et privilégie une approche de réduction des risques pour faciliter leur accès à la santé et la reconnaissance de leurs droits. Cette approche consiste à adopter une posture pragmatique pour identifier les besoins et construire des solutions avec les personnes concernées. En plus de son action de terrain, l'organisation porte un plaidoyer pour renforcer leur accès aux droits et faire tomber les barrières légales, normatives et sociales qui les marginalisent, les éloignant des services de santé.

MIGRATIONS, EXIL, DROITS ET SANTÉ (MEDS)

Les conditions d'accueil des personnes migrantes et exilées demeurent largement dégradées dans de nombreux pays de destination ou de transit. La fermeture et le contrôle des frontières, la criminalisation des personnes – avec les pratiques

d'enfermement, d'expulsion, de renvoi dans les pays d'origine ou de transit qu'elles induisent – engendrent des problèmes de santé, des difficultés à se faire soigner et des violations des droits humains. C'est pourquoi Médecins du Monde fait de l'accès aux soins et aux droits des personnes migrantes et exilées une priorité d'action sur le terrain comme dans son travail de plaidoyer.

ESPACE HUMANITAIRE (EH)

Conflits armés, insécurité alimentaire, conséquences du dérèglement climatique, épidémies, les crises se complexifient. Elles engendrent des ruptures aiguës de l'offre en santé, exacerbent les violences et les vulnérabilités. Les impacts sur la santé physique et mentale sont lourds et les besoins multiples. Dans ces situations, Médecins du Monde intervient pour restaurer l'accès aux soins des populations et porte un plaidoyer pour le respect du droit international humanitaire, des principes humanitaires et de la protection des personnels humanitaires et de santé.

SANTÉ ENVIRONNEMENT (SE)

Médecins du Monde intervient auprès de et avec les populations faisant face à des environnements de vie et de travail dégradés qui impactent leur santé. Nous travaillons avec les personnes pour réduire leur exposition aux risques environnementaux et renforcer un accès aux soins qui prend en compte leurs besoins spécifiques. Nous militons pour la reconnaissance des risques en santé liés aux expositions et pour plus de justice environnementale.

DROITS ET SYSTÈME DE SANTÉ (DSS)

À travers ses actions, Médecins du Monde s'inscrit dans une défense des systèmes de soins et de prévention garantis par la puissance publique, permettant un accès à la santé et aux droits pour toutes et tous fondé sur les principes d'équité, de solidarité et d'implication des personnes. Le plaidoyer sur ces enjeux est pour l'instant davantage développé en France. Il concerne la lutte contre les barrières à l'ouverture de droits à une protection maladie, ou encore une fixation du prix des médicaments plus juste et plus soutenable.

AXES D'INTERVENTION

IMPÉRATIFS DE QUALITÉ

EMPOWERMENT

Médecins du Monde s'appuie sur les savoirs, les expertises et les expériences des individus et des communautés directement concernés par ses projets pour adapter ses modalités d'intervention et mettre leurs préoccupations au cœur de son action. Ainsi, pour favoriser les dynamiques d'*empowerment* et la participation des personnes et des communautés avec lesquelles elle collabore, l'association soutient le travail des pairs et les initiatives collectives, et privilégie les relations partenariales locales tout en favorisant le plaidoyer porté par les acteurs communautaires.

APPROCHE HOLISTIQUE DE LA SANTÉ

Médecins du Monde promeut une approche globale en santé, intégrant l'ensemble des aspects biopsychosociaux. À cet égard, outre la mise en place ou l'appui à des services médicopharmaceutiques répondant aux standards de référence,

l'organisation a adopté une approche spécifique en santé mentale et soutien psychosocial. Ainsi, Médecins du Monde s'intéresse aux déterminants qui influencent la santé mentale et cible les situations de vulnérabilité psychique. L'organisation implique les personnes concernées dans la mise en place de réponses de santé publique adaptées.

PRISE EN COMPTE DES DÉTERMINANTS INDIVIDUELS ET SOCIAUX DE LA SANTÉ

Médecins du Monde développe des services de santé qui prennent en compte les déterminants sociaux de la santé, les besoins des personnes en lien avec leur âge, leur genre ou leur situation de handicap, leurs pratiques et leurs conditions de vie. L'association s'est notamment dotée d'une politique de genre pour lutter contre les inégalités et discriminations qui impactent la santé des personnes. Ainsi, par exemple, elle intègre des analyses rapides de genre dans ses réponses humanitaires et travaille autour de la coresponsabilité en matière de santé dans la prévention des grossesses non désirées chez les adolescents.



Travailler avec les personnes et les communautés directement concernées par ses projets est un principe constitutif de l'ADN de Médecins du Monde. Depuis ses origines, l'association cherche à s'appuyer sur les savoirs, l'expertise et les expériences de ces personnes pour questionner et adapter ses modalités d'intervention, et placer leurs préoccupations au cœur de son action.

Lorsque Médecins du Monde a lancé en 1989 son premier programme d'échange de seringues avec les personnes usagères de drogues, elle a ouvert presque quarante années d'engagement déterminant dans la réduction des risques. Très vite, les équipes ont compris que la collaboration étroite avec les personnes accompagnées était indispensable pour développer la moindre action. Avec la réduction des risques et, plus largement, la lutte contre le VIH, l'association médicale qu'est Médecins du Monde a expérimenté le « faire avec ». Elle a compris le sens du « rien pour nous sans nous » et appris à soutenir les associations communautaires ainsi que les patients experts de leur santé.

Aujourd'hui, ces principes ne sont pas seulement un héritage mais constituent un engagement et une volonté politique au cœur du modèle de santé de Médecins du Monde. Dès 2015, l'association a ainsi réaffirmé que *« les usagers et usagères doivent être associés à la conception, à l'animation et à l'évaluation de [ses] programmes. [...] Savoirs médicaux et savoirs profanes se complètent pour la promotion de politiques volontaristes qui réconcilient expertise et démocratie »*. De même, l'association affirme contribuer, *« avec ses partenaires, les communautés et leurs représentantes, à ce que toutes les populations en situation de vulnérabilité sociale et sanitaire soient en capacité d'agir dans leur environnement social, d'être actrices de leur santé et de faire valoir leurs droits »*.

LA FORCE DES EXPÉRIENCES

Alors que la remise en question des rapports de pouvoir hérités du colonialisme dans l'aide humanitaire s'est imposée comme un enjeu majeur, donner davantage de pouvoir, de financement et de responsabilités aux acteurs locaux est devenu un

impératif qui traverse toutes les actions de Médecins du Monde. À l'international, les personnes concernées sont présentes dans tous les contextes d'intervention de l'association, des zones d'urgence aux programmes de long terme. En Palestine, dans le village de Kufr Qaddum en Cisjordanie, les équipes travaillent avec des « premiers répondants communautaires », des personnes choisies par le conseil de village et des organisations locales pour assurer la première réponse d'urgence lors des épisodes de violence, avant l'intervention d'équipes médicales. Sur des projets au long cours comme à Manille, aux Philippines, des personnes issues de la communauté des recycleurs de déchets relaient et unissent les voix des travailleurs afin de co-construire un plaidoyer en faveur de la justice environnementale, tandis qu'en Géorgie, en Arménie et en Tanzanie, le projet de recherche CUTTS HepC est porté autant par les scientifiques que par les personnes usagères de drogues pour améliorer les pratiques de réduction des risques.

En France, la logique participative et communautaire est également au cœur du principe d'action de Médecins du Monde. À Paris, le Lotus Bus a permis pendant des années de recruter et de former des travailleuses du sexe pour renforcer l'accès à l'information et au matériel de réduction des risques en impliquant toujours plus étroitement les femmes concernées, avant de passer le relais avec succès à la structure communautaire des Roses d'acier en 2025. À Mayotte, les personnes accompagnées se mobilisent pour collecter des informations sur leur territoire – accès à l'eau, gestion des déchets, zones dangereuses – et ainsi définir une cartographie des risques et des besoins.

Malgré un principe bien ancré dans les pratiques et

Pour Médecins du Monde, il ne s'agit pas seulement d'améliorer la pertinence de ses projets, mais de continuer à reconnaître l'expertise et la place des personnes concernées et à porter, avec elles, des transformations sociales et politiques.

AGIR ENSEMBLE

la volonté d'approches toujours plus participatives, des résistances demeurent. Les coupes budgétaires dans le secteur humanitaire et l'austérité dans le financement de la santé fragilisent directement les acteurs locaux et communautaires, souvent déjà précarisés. Dans ce contexte, réaffirmer l'importance du « rien pour nous sans nous » est un choix politique. Pour Médecins du Monde, il ne s'agit pas seulement d'améliorer la pertinence des projets mais de continuer à reconnaître l'expertise et la place des personnes concernées, à soutenir leur capacité à s'organiser, à se défendre collectivement et à porter,

avec elles, des transformations sociales et politiques. Ces approches doivent aussi nous aider à interroger nos propres pratiques et les rapports de pouvoir qui structurent encore largement l'action humanitaire. Elles constituent un point d'appui pour contribuer aux chantiers plus larges qui traversent aujourd'hui ce secteur : localisation de l'aide, reconnaissance du leadership des acteurs locaux, communautaires, féministes et remise en question des héritages coloniaux dans nos manières d'agir.



Partout dans le monde, les organisations de la société civile font face à des attaques politiques et idéologiques de plus en plus virulentes qui mettent en péril l'écosystème humanitaire et solidaire. En vue de deux échéances électorales majeures en France, les élections municipales en 2026 et la présidentielle en 2027, Médecins du Monde a poursuivi en 2025 ses activités dans un climat ouvertement hostile, où les libertés associatives, les valeurs de solidarité et d'intérêt général ont été fortement remises en question.

Dès janvier 2025, l'administration de Donald Trump a suspendu plus de 80 % des financements de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), plus grand bailleur de fonds humanitaires au monde qui représentait plus de 40 % de l'aide mondiale en 2024. En septembre, la stratégie américaine « America first » a encore renforcé une tendance à la réduction de l'aide à la santé mondiale, en limitant l'implication des États-Unis dans ce domaine et en excluant certains secteurs essentiels tels que les droits et santé sexuels et reproductifs. L'extension aux projets internationaux de la « Global Gag Rule » aux États-Unis a également entravé l'accès aux services de santé dans ce domaine en bloquant les financements dédiés aux programmes facilitant l'avortement.

À ces décisions brutales se sont ajoutées les baisses de l'aide publique au développement de nombreux pays européens : 2 milliards d'euros en moins en France, 900 millions en Allemagne, mais aussi au Royaume-Uni, en Suède, en Suisse ou encore aux Pays-Bas. Au total, l'aide publique au développement a enregistré pour l'année 2025 une diminution sans précédent d'environ 23 % par rapport à 2024, fragilisant des milliers de programmes dans plus de 140 pays, affectant des millions de bénéficiaires et plongeant les ONG dans une crise sans précédent. Malgré la diversification des sources de financement de Médecins du Monde, plusieurs projets ont ainsi été directement affectés par la suspension des aides, notamment en République démocratique du Congo, en Colombie, à Madagascar, au Nigeria, au Myanmar, au Népal ou encore au Mexique.

Dans ce contexte de crise et de guerres à l'international, les coupes drastiques des aides accordées aux organisations solidaires s'accompagnent de violations répétées du droit international humanitaire, y compris par des régimes se revendiquant démocratiques. À Gaza, les crimes de guerre et crimes contre l'humanité de nature génocidaire s'accompagnent d'une volonté assumée de limiter l'aide apportée aux populations civiles et d'entraver l'action des ONG indépendantes.

LES SOLIDARITÉS PRISES POUR CIBLE

Dans le champ de la santé en France, les associations voient leur capacité opérationnelle se restreindre en raison de la diminution des subventions, du caractère de plus en plus conditionnel des financements, d'interventions politiques et parfois de formes explicites de pression institutionnelle. Corrélées à une montée en puissance des idées d'extrême droite, ces attaques en règle s'accompagnent d'un phénomène de méfiance et d'une baisse de la reconnaissance du rôle pourtant essentiel des associations, accusées tour à tour d'idéologie, de militantisme excessif ou même de complicité avec des pratiques illégales, avec une confusion entre engagement politique citoyen et engagement partisan. Certains programmes de Médecins du Monde en lien avec les personnes migrantes, comme à Briançon ou à Dunkerque, sont particulièrement menacés par des obstacles administratifs ou des baisses de financement.

Le système de santé solidaire est également pris pour cible en France. L'expérience des équipes sur le terrain, en contact permanent avec des personnes en situation de précarité, nous permet de constater et de dénoncer des tentatives courantes de « tri » des patients, de doublement des franchises médicales et d'attaques contre l'aide médicale de l'État (AME). Le rapport de l'Observatoire de

Dans ce contexte menaçant pour les solidarités, Médecins du Monde a la capacité de résister, grâce aux donateurs et à l'engagement de nos équipes bénévoles et salariées.

RÉSISTER

l'accès aux droits et aux soins de l'année 2025 a mis en avant des menaces qui éloignent de plus en plus les populations vulnérables du soin, engendrant la stigmatisation des personnes en situation de précarité et accentuant les inégalités existantes. Cette dynamique idéologique de méfiance et de fermeture se manifeste également par la remise en question des savoirs et par la délégitimation d'experts scientifiques, notamment en matière de santé publique, ce qui a été particulièrement frappant lors des débats sur la loi Duplomb.

Dans ce contexte menaçant pour les solidarités, Médecins du Monde a la capacité de résister, grâce

aux donateurs et à l'engagement de nos équipes bénévoles et salariées. En 2025, nous avons mené un plaidoyer fort afin de sensibiliser et d'agir pour que la santé, la solidarité et les libertés associatives soient pleinement prises en compte dans les programmes des candidats aux élections municipales en France. Cette question se posera à nouveau lors de l'élection présidentielle en 2027, pour lesquelles Médecins du Monde défendra également le respect des valeurs démocratique de liberté, de solidarité, et l'accès inconditionnel aux soins pour toutes et tous.



PLAIDOYER

RÉDUCTION DES RISQUES

Pionnière en matière de réduction des risques, Médecins du Monde développe des modes d'interventions innovants, notamment en documentant des données qui font progresser la réduction des risques et favorisent un accès plus équitable aux services de santé pour les personnes marginalisées et exclues. Forte de plus de trente ans d'expérience, l'association est reconnue à l'international pour sa capacité à intégrer les réalités du terrain à des débats institutionnels déterminants, à la fois à travers son expertise technique et en tant qu'organisation actrice de plaidoyer. Ces dernières années, Médecins du Monde a consolidé cette position d'acteur de premier plan dans le domaine en faisant le lien entre l'expertise de terrain et les instances mondiales de définition des cadres normatifs telles que l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Une expertise précieuse

Partenaire clé pour amplifier la portée et l'impact de Médecins du Monde, l'OMS entretient des liens et partenariats officiels avec l'association dans les domaines de la santé, des droits sexuels et reproductifs et de la réduction des risques. Médecins du Monde fait ainsi partie d'un groupe de travail de l'OMS sur l'hépatite virale chez les personnes qui s'injectent des drogues et en milieu carcéral. L'association a aussi été incluse dans plusieurs groupes chargés de l'élaboration de lignes directrices de l'OMS. En 2025, cet engagement a conduit l'association à jouer un rôle clé dans l'élaboration de deux documents cadres – un document d'orientation et un guide opérationnel – reflétant nos approches et notre positionnement en matière de réduction des risques. Afin de présenter ces nouvelles recommandations, Médecins du Monde a coorganisé deux webinaires internationaux de l'OMS qui ont rassemblé plusieurs centaines de participants.

ÉVÈNEMENT

PHOTOCLIMAT

Axe d'intervention et de plaidoyer incontournable de Médecins du Monde, la justice environnementale était au cœur des actions de communication en 2025. Afin de rendre plus accessible son combat contre les inégalités de santé liées aux conditions de vie et de travail, l'association a présenté à Paris, place de la Concorde, une exposition photographique inédite dans le cadre de la biennale Photoclimat, du 12 septembre au 12 octobre 2025. Pour sa première participation à l'évènement, Médecins du Monde a choisi de donner carte blanche à la photographe Sandrine Elberg, dont les clichés en noir et blanc ont subtilement dévoilé les environnements nocifs et leurs conséquences sur la santé. L'artiste a mis en regard différents tableaux : un champ où scintillent des traces de pesticides et une radiographie de poumons abîmés, une couverture de survie et le parcours d'un livreur de vélo dans une ville labyrinthique. La biennale Photoclimat a attiré 5 millions de visiteurs en 2025.

La justice environnementale : comprendre pour agir

Pour rendre toujours plus visible les liens entre santé et environnement, Médecins du Monde a réalisé au cours de l'année des reportages écrits et photographiques ciblés, des vidéos destinées aux réseaux sociaux et des jeux pédagogiques. L'association a aussi proposé une courte animation graphique pour mettre en avant différentes personnes menacées par leurs environnements de vie ou de travail : recycleurs de déchets toxiques, personnes à la rue, travailleurs agricoles précaires, livreurs à vélo, habitants de bidonvilles, etc. Diffusée sur les réseaux sociaux, la vidéo a été vue des millions de fois avant d'être adaptée en jeu numérique immersif et en bande dessinée diffusée dans la presse.

PLAIDOYER ET CAMPAGNES



T'AS PAS UNE MINUTE ?

C'EST QUOI LA SANTÉ-ENVIRONNEMENT ?

Et si l'environnement était la plus grande menace pour notre santé ?



EN FRANCE ET DANS LE MONDE, DES MILLIONS DE PERSONNES VIVENT ET TRAVAILLENT DANS DES CONDITIONS PRÉCAIRES QUI AFFECTENT GRAVEMENT LEUR SANTÉ.



QUAND L'AIR, L'EAU ET LE LOGEMENT DEVIENNENT TOXIQUES, ...



... CHAQUE JOUR EST UN DANGER.



POUR CES PERSONNES VULNÉRABLES, LES SOINS SONT SOUVENT INACCESSIBLES ET L'INJUSTICE S'AJOUTE À LA MALADIE.



POUR CHANGER LA DONNE, IL FAUT AMÉLIORER L'ACCÈS AUX SOINS PARTOUT, INFORMER SUR LES RISQUES ET ACCOMPAGNER VERS DES SOLUTIONS CONCRÈTES.



UN LOGEMENT DIGNE. UN TRAVAIL DÉCENT. UN ENVIRONNEMENT SAIN ET RESPIRABLE. C'EST PAS UN PRIVILÈGE, C'EST UN DROIT.



POUR EN APPRENDRE PLUS, DÉCOUVRE NOTRE EXPÉRIENCE INTERACTIVE SUR



chercheettrouve.medicinsdumonde.org

PLAIDOYER

ESPACE HUMANITAIRE

En 2025, l'espace humanitaire a continué de se réduire, sous l'effet de crises simultanées et de plus en plus politisées. Dans des contextes marqués par les bombardements d'infrastructures civiles, les restrictions administratives et la criminalisation croissante de l'aide, Médecins du Monde a continué à porter un plaidoyer fort pour l'accès à la santé dans les situations de crise, la protection des personnels humanitaires et de santé et le respect du droit international humanitaire.

Face aux entraves massives à l'accès humanitaire en Palestine, au Yémen, en Birmanie ou au Sahel, nous avons multiplié les interpellations auprès des autorités françaises, européennes et internationales, rappelant que les attaques contre les structures de santé et les équipes médicales ont des conséquences directes sur les patientes et les patients, mais aussi des effets sur la santé à long terme. À Gaza, nous avons ainsi documenté les conséquences de la guerre sur la nutrition et la santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles.

Agir collectivement

Nous avons continué à nous inscrire dans une action collective. Au sein de plateformes d'ONG, nous avons plaidé pour l'intégration d'exemptions humanitaires dans les mesures de lutte contre le terrorisme au niveau du droit français, afin que ces cadres n'entravent plus l'acheminement de l'aide vitale. Nous avons lancé un projet collectif sur la criminalisation de l'aide et la désinformation en ligne, qui créent de réels risques pour nos opérations et nos collègues sur le terrain. Sur le plan diplomatique, nous avons intensifié les échanges avec les Nations unies, les bailleurs et les représentations diplomatiques pour rappeler aux États leurs obligations en matière de protection des civils et de facilitation de l'accès humanitaire.

CAMPAGNE

LA SOLIDARITÉ EST UN MUSCLE

« *La solidarité est un muscle, le cœur en est le moteur.* » Cette formule était au cœur d'une ambitieuse campagne de mobilisation de Médecins du Monde dévoilée fin 2025, après une année sombre pour la solidarité internationale. Dans un contexte menaçant marqué par la suspension des aides financières au développement, la multiplication des crises liées aux conflits armés et les attaques nombreuses contre les ONG, l'association a voulu rappeler que la solidarité n'était pas un concept abstrait mais une urgence et une force vivante qui ne se renforce que par l'action.

Conçu avec l'agence BBDO (ex-DDB) et confié au réalisateur Jodeb, le film de cette campagne s'attache à montrer les gestes et les actes concrets menés par les équipes de Médecins du Monde sur de multiples terrains : actions d'« aller-vers » dans les rues d'une grande ville, déchargement de cartons de médicaments dans un camp de réfugiés, consultation dans un abri de fortune ou encore manifestations pour les droits. Rythmées par le morceau punk « Cathédrale » du groupe Reverence, les scènes intenses s'enchaînent jusqu'au plan final, centré sur les mains serrées d'une infirmière et d'une femme qu'elle aide à accoucher.

Un appel à l'engagement

Appel galvanisant à l'action, au courage et à la persévérance malgré l'indifférence ambiante, cette campagne a réussi à toucher un grand nombre de personnes. Déployée pendant six semaines dans les salles de cinéma UGC et au Grand Rex, à la télévision (notamment sur France Télévisions, TF1, Arte et LCI), sur les réseaux sociaux (YouTube, TikTok, Facebook et Instagram) ou encore dans la presse, elle a été diffusée au total 71 millions de fois au niveau national. Elle a permis de porter la position forte et assumée de Médecins du Monde : chacun d'entre nous peut faire la différence pour renforcer la solidarité et sauver des vies.



**LA SOLIDARITÉ
EST UN MUSCLE,
LE CŒUR
EN EST
LE MOTEUR.**

Rejoignez le mouvement sur medecinsdumonde.org



**SOIGNE AUSSI
L'INJUSTICE**

L'année 2025 s'inscrit dans une séquence historique de recul brutal et assumé de la solidarité internationale. Résultant de choix budgétaires mais aussi politiques, des coupes massives et rapides des financements institutionnels – en particulier de l'aide publique au développement et de l'aide humanitaire – ont profondément fragilisé l'ensemble du système humanitaire. Ces décisions, prises dans plusieurs pays donateurs majeurs – France, Allemagne, États-Unis, Canada ou encore Royaume-Uni – ont eu des conséquences immédiates : arrêt ou réduction de programmes essentiels, hyper-priorisation des besoins, incertitudes durables pour les équipes et surtout ruptures de prise en charge pour des millions de personnes déjà exposées à des vulnérabilités extrêmes. Dans ce contexte, Médecins du Monde a pris la décision d'assurer autant que possible une continuité de ses programmes, notamment lors de la coupe brutale des financements américains en février 2025.

En parallèle de cette crise, les besoins humanitaires continuent d'augmenter sous l'effet conjugué des conflits armés prolongés, de l'aggravation des crises climatiques, de la persistance des inégalités d'accès aux soins et de la remise en cause croissante des droits fondamentaux. Face à cette situation, Médecins du Monde a fait un choix clair : celui de ne pas céder à une logique de compromis sur ses principes. La raréfaction des financements n'a pas conduit l'association à renoncer à ses exigences éthiques et de qualité, ni à accepter des financements incompatibles avec son indépendance, ses valeurs ou son mandat. Préserver notre capacité de parole, continuer à agir auprès des populations les plus marginalisées et être positionnée sur les principales crises qui touchent le monde reste essentiel pour l'organisation.

Médecins du Monde a donc continué à se déployer et à opérer dans cet environnement profondément contraint. Dans les zones de conflits armés et de crises prolongées, les équipes ont maintenu une présence essentielle malgré des conditions d'accès dégradées. En Palestine, à Gaza et en Cisjordanie, l'action médicale et humanitaire s'est poursuivie dans un contexte de violences massives et de restrictions extrêmes, avec un accès humanitaire limité et fragmenté. En Ukraine, les équipes ont continué à répondre aux besoins liés au conflit, tout en faisant face à une exacerbation des violences sur nos terrains d'intervention. En Afghanistan et au Pakistan, Médecins du Monde a renforcé ses activités autour des droits et la santé sexuels et reproductifs, alors que les droits et l'accès aux soins, pour les femmes notamment, étaient de plus en plus contraints, et malgré un environnement politique et financier particulièrement défavorable. En Amérique latine, notamment en Colombie et au Mexique, les programmes ont été adaptés pour répondre à l'évolution des dynamiques migratoires, tout en renforçant les partenariats locaux et le fonctionnement en réseau.

TENIR LE CAP FACE AUX CRISES ET ANTICIPER LES CHOCs HUMANITAIRES

Dans un contexte de crises de plus en plus fréquentes et complexes, Médecins du Monde a renforcé sa préparation aux urgences (EPREP) afin de mieux anticiper et répondre aux chocs humanitaires. Ce travail en amont a permis des réponses rapides et efficaces lors d'urgences majeures, notamment après le tremblement de terre à Mandalay, au Myanmar, ou encore au Pakistan à la suite d'inondations dévastatrices, en permettant la mise en place très rapide de cliniques mobiles grâce à la mobilisation d'équipes et de partenaires identifiés dans les plans EPREP. À l'est de la République démocratique du Congo, nous avons réagi à l'évolution du conflit en lançant des interventions d'urgence au Nord-Kivu pour répondre aux besoins de santé

OPÉRATIONS INTERNATIONALES

des populations. Ces opérations témoignent de la capacité de l'association à articuler préparation, présence de long terme et réponse immédiate aux urgences.

Enfin, l'année 2025 a mis en lumière, une nouvelle fois, la force de l'engagement des équipes salariées sur le terrain et au siège, des bénévoles et des partenaires, confrontés à une instabilité permanente

mais déterminés à maintenir une action fidèle aux valeurs de l'association. Médecins du Monde a assumé une position de résistance : continuer à soigner, à témoigner et à porter un plaidoyer exigeant, tout en rappelant que la solidarité internationale relève d'une responsabilité collective et non d'un luxe optionnel.





**OCÉAN
ATLANTIQUE**

**OCÉAN
PACIFIQUE**

MEXIQUE

COLOMBIE

BURKINA FASO

CÔTE
D'IVOIRE

NIGERIA

- PROJETS LONG TERME
- PROJETS D'URGENCE
- PROJETS LONG TERME ET URGENCES



UKRAINE

GÉORGIE

BULGARIE

AFGHANISTAN

LIBAN

SYRIE

ARMÉNIE

IRAK

NÉPAL

MYANMAR

PAKISTAN

YÉMEN

PHILIPPINES

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

ÉTHIOPIE

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

KENYA

TANZANIE

Océan Indien

MADAGASCAR

Océan Pacifique

AFRIQUE

9 PAYS 26 PROJETS

BURKINA FASO 4 PROJETS

CÔTE D'IVOIRE 4 PROJETS

ÉTHIOPIE 2 PROJETS

KENYA 1 PROJET

MADAGASCAR 4 PROJETS

NIGERIA 2 PROJETS

**RÉPUBLIQUE 2 PROJETS
CENTRAFRICAINE**

**RÉPUBLIQUE 4 PROJETS
DÉMOCRATIQUE
DU CONGO**

TANZANIE 3 PROJETS DONT CUTTS HepC



- PROJETS LONG TERME
- PROJETS D'URGENCE
- PROJETS LONG TERME ET URGENCES

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

L'EMBRASEMENT DES CONFLITS ARMÉS

La République démocratique du Congo connaît l'une des crises humanitaires les plus longues et complexes au monde, marquée par des mouvements de population incessants, une forte insécurité alimentaire, des épidémies et des conflits armés. En 2025, la lutte opposant le groupe rebelle M23 et sa branche politique l'Alliance Fleuve Congo (AFC) à l'armée congolaise au Nord-Kivu a connu un regain de violences avec une offensive éclair à Goma, principale grande ville de la province du Nord-Kivu, qui a causé en janvier au moins 3 000 morts et autant de blessés, dont de nombreux civils. Le M23/AFC et ses alliés n'ont cessé ensuite d'étendre leur influence, attaquant notamment les villes de Bukavu et d'Uvira au Sud-Kivu. Les populations de la région subissent par ailleurs une lourde crise économique, avec une inflation qui restreint l'accès aux soins essentiels et aux approvisionnements.

DES RÉPONSES MULTIPLES ET CIBLÉES EN SANTÉ

Présente notamment dans les provinces du Tanganyika et du Nord-Kivu, dans l'est du pays, Médecins du Monde développe des programmes d'urgence qui permettent l'accès gratuit à des soins de santé primaire, à la prise en charge d'urgences vitales et à des soins nutritionnels dans vingt-deux structures de santé. Après la prise de la ville de Goma, les équipes ont ouvert un programme d'urgence dans la province du Nord-Kivu pour soutenir les structures de santé et renforcer l'accès aux soins et les actions et de nutrition auprès des personnes déplacées, retournées et hôtes. Elles poursuivent également leurs activités en réponse aux violences liées au genre, qui ont augmenté dans la région en 2025, et aux épidémies chroniques de choléra, de rougeole et de Mpox.

TANZANIE

LE FLÉAU DE L'HÉPATITE C

L'usage de drogues est largement répandu en Tanzanie, un pays qui constitue un point de transit majeur pour le trafic d'héroïne en provenance d'Asie centrale. Actuellement, le pays compte plus de 300 000 personnes usagères de drogues, dont environ un dixième consomme par injection. Malgré l'existence de services spécifiques de prévention et de prise en charge, plus d'un tiers des personnes qui s'injectent des drogues vivent avec le VIH et un quart avec l'hépatite C. Le coût élevé du dépistage et du traitement de l'hépatite C mais aussi la stigmatisation et les discriminations dont souffrent les personnes concernées sont autant d'obstacles à l'accès à des soins adaptés.

LA RÉDUCTION DES RISQUES PAR ET POUR LES PERSONNES ACCOMPAGNÉES

Pour développer des services de réduction des risques qui demeurent encore largement insuffisants, Médecins du Monde travaille étroitement avec les personnes usagères de drogues à Dar es Salaam, la plus grande ville du pays, afin de proposer un accès simplifié au dépistage et au traitement de l'hépatite C. Dans le cadre du projet de recherche CUTTS HepC, 88 personnes ont été testées et 64 ont commencé un traitement innovant sur une période de quatre mois en 2025. Le programme inclut également l'introduction d'approches innovantes pour réduire la transmission de l'hépatite C, comme des traitements de substitution aux opioïdes et l'échange de seringues. Avec une forte approche communautaire, le projet CUTTS a aussi permis de former 120 personnes en Tanzanie à la réduction des risques, notamment des éducateurs pairs.

310 personnes usagères de drogue ont bénéficié des services de réduction des risques à Dar es Salaam dans le cadre du projet CUTTS HepC.



**En République démocratique
du Congo, 7,5 millions
de personnes ont besoin
d'une assistance sanitaire
vitale, dont 1,5 million d'enfants
de moins de cinq ans.**

ÉTHIOPIE

UNE CRISE HUMANITAIRE OUBLIÉE

En Éthiopie, l'enchevêtrement de conflits armés, de chocs climatiques et d'urgences sanitaires ont engendré une crise humanitaire complexe qui perdure malgré la fin de la guerre civile du Tigré en 2022. Les déplacements et les retours massifs de populations se poursuivent, avec plus de 1,9 million de personnes déplacées internes et 1,1 million

57 060 consultations en soins primaires ont été réalisées en 2025, avec 330 orientations d'urgence pour des cas critiques.

de personnes réfugiées. L'insécurité qui persiste dans certaines régions – Amhara, Oromia et Tigré notamment – bouleverse les services essentiels et la malnutrition reste critique, aggravée par un accès limité à l'eau potable, le manque d'hygiène et des épidémies récurrentes, en particulier dans les zones touchées

par la sécheresse et les conflits. Au total, 8,9 millions de personnes, dont 6,3 millions d'enfants, ont besoin d'une aide humanitaire dans le pays.

RESTAURER L'ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ PRIMAIRES

Les activités de Médecins du Monde en Éthiopie permettent d'améliorer l'accès aux soins de santé primaires en soutenant des cliniques et des équipes médicales dans les régions d'Oromia et du Tigré. En 2025, l'association a lancé un nouveau projet de réponse d'urgence dans la région de l'Amhara, intégrant des soins de santé primaires, nutritionnels, en santé mentale et en santé sexuelle et reproductive. La santé et la nutrition de l'enfant restent une priorité : 8 291 enfants ont été dépistés pour la malnutrition en 2025 et 76 cas de malnutrition aiguë sévère ont été pris en charge.

CÔTE D'IVOIRE

LES DÉFIS DE LA SANTÉ SEXUELLE

En Côte d'Ivoire, 82 % des femmes entre 15 et 49 ans n'utilisent pas de méthode moderne de contraception. L'existence d'une législation restrictive dans ce domaine et le manque de financement des produits contraceptifs constituent autant de freins à la santé et aux droits sexuels et reproductifs. Par conséquent, une proportion importante de femmes n'utilise aucune méthode de planification familiale, malgré les besoins. Autre obstacle, la loi n'autorise l'avortement que dans les cas de viol ou si la vie de la mère est gravement menacée, un cadre restrictif qui entraîne des avortements non sécurisés, à l'origine de 12 à 18 % de la mortalité maternelle.

DES SOLUTIONS SUR MESURE

Active dans le pays depuis 2011, Médecins du Monde intervient à Abidjan, à San Pedro et à Méagui pour améliorer l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive. À San Pedro, l'association a permis en 2025 de réhabiliter deux centres de santé, d'en équiper quatre autres et de renforcer les capacités de 74 prestataires de santé sur les soins complets de contraception. Les équipes ont également poursuivi la prévention et la prise en charge des grossesses non intentionnelles chez les adolescentes et les jeunes filles, un projet qui a permis de sensibiliser 13 325 personnes à leurs droits grâce à 5 748 visites à domicile. Très active depuis cinq ans dans la prévention du cancer du col de l'utérus, l'association a achevé avec succès en décembre deux projets de dépistage et de prise en charge des lésions précancéreuses du col de l'utérus, avec 20 942 femmes dépistées au total et 6 cas de cancer du col de l'utérus détectés et pris en charge.



Plus de six avortements sur dix sont réalisés dans des conditions à haut risque en Côte d'Ivoire.

MOYEN-ORIENT

5 PAYS 11 PROJETS

IRAK 1 PROJET

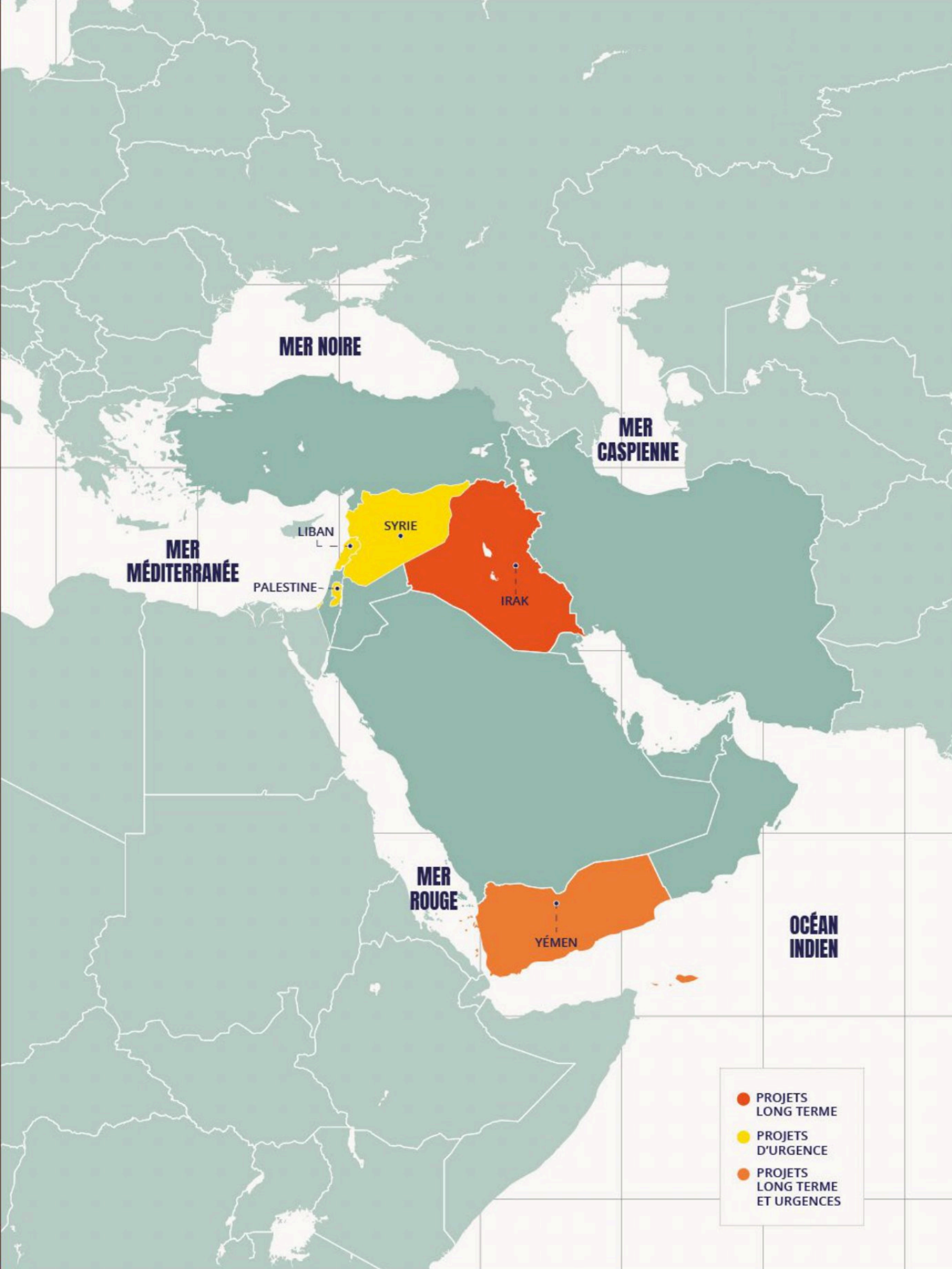
LIBAN 4 PROJETS

PALESTINE 3 PROJETS

SYRIE 1 PROJET

YÉMEN 2 PROJETS

Retrouvez les fiches détaillées des différents programmes au Moyen-Orient sur medecinsdumonde.org



MER NOIRE

MER CASPIENNE

MER MÉDITERRANÉE

LIBAN

SYRIE

PALESTINE

IRAK

MER ROUGE

YÉMEN

OCÉAN INDIEN

- PROJETS LONG TERME
- PROJETS D'URGENCE
- PROJETS LONG TERME ET URGENCES

PALESTINE

LA SANTÉ DES FEMMES EN PREMIÈRE LIGNE

Deux ans de guerre ont bouleversé tous les aspects de la vie à Gaza. Le système de santé fait régulièrement l'objet d'attaques et les services relatifs aux droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR), déjà fragiles avant la guerre, font aujourd'hui face à des pénuries extrêmes de personnel, de fournitures et d'installations sécurisées. Dans une étude publiée en octobre 2025, Médecins du Monde documente des entraves systématiques à l'accès des femmes et des filles aux soins de santé sexuelle et reproductive à Gaza. Les chiffres sont alarmants : sur 22 747 consultations en santé sexuelle et reproductive réalisées dans les centres de santé de Médecins du Monde à Gaza, 36 % concernaient des infections génitales liées au manque d'eau et d'hygiène et au coût élevé des protections menstruelles.

SOIGNER SOUS LES BOMBES

Depuis octobre 2023, Médecins du Monde a ouvert des cliniques et assure des consultations de soins primaires dans les sept centres de santé qu'elle gère dans les régions de Gaza city, Deir el Balah et Khan Younes, traitant notamment les maladies chroniques et les maladies transmissibles et dispensant des soins de santé sexuelle et reproductive ainsi que du soutien psychosocial. En 2025, 388 356 consultations ont pu être assurées et 18 centres de santé palestiniens ont bénéficié d'un soutien. L'association continue à plaider sans relâche pour un cessez-le-feu permanent et pour la protection des civils. Elle appelle aussi à prioriser autant que possible les services liés à la santé sexuelle et reproductive.

SYRIE

UNE CRISE TENACE MALGRÉ LE RENVERSEMENT POLITIQUE

Après des décennies de dictature en Syrie, la chute du dirigeant Bachar al-Assad en décembre 2024 a rebattu les cartes et permis d'engager une refonte progressive des institutions. La situation demeure pourtant extrêmement instable et préoccupante, avec 16,5 millions de Syriens qui ont besoin d'une aide humanitaire. Des tensions localisées ont provoqué en 2025 des victimes civiles et des déplacements, notamment vers le nord-ouest du pays où plus de deux millions de personnes vivent encore dans des camps ou des abris précaires. La longue période de conflits armés a causé des dommages durables sur les infrastructures essentielles – notamment de santé – et les fluctuations économiques maintiennent une large part de la population dans la pauvreté.

LE RETOUR DE L'ACTION HUMANITAIRE

Présente depuis 2008 dans l'est, le nord et l'ouest du pays, Médecins du Monde a été témoin de l'effondrement du système de santé syrien. Depuis le changement de régime politique, l'association a adapté ses activités sur place pour répondre aux nouveaux besoins en soins de santé primaires, maternelle et infantile, sexuelle et reproductive mais aussi mentale. Face à un système de santé encore très fragile, la formation et l'équipement du personnel médical local ont été un levier central des interventions en 2025. Les activités ont ainsi permis de soutenir cinq centres de santé dans les gouvernorats d'Alep et Idlib, et deux cliniques mobiles. Des dizaines de milliers de consultations ont été réalisées : 63 546 en santé primaire, 16 322 en santé sexuelle et reproductive et 412 en santé mentale et soutien psychosocial.

**En 2025,
92 696 personnes
ont bénéficié
des activités de
Médecins du Monde
en Syrie.**

« La guerre actuelle ne détruit pas seulement les infrastructures et les vies. Elle détruit l'avenir, utérus par utérus. »

Dr Israa, réitérante en santé sexuelle et reproductive



AMÉRIQUE LATINE

2 PAYS 7 PROJETS

COLOMBIE 4 PROJETS

MEXIQUE 2 PROJETS

**+ 1 PROJET TRANSVERSAL
FEMINIST OPPORTUNITIES NOW (FON)**

Retrouvez les fiches détaillées des différents programmes en Amérique latine
sur [medecinsdumonde.org](https://www.medicinsdumonde.org)



MEXIQUE

OCÉAN
ATLANTIQUE

OCÉAN
PACIFIQUE

COLOMBIE

- PROJETS LONG TERME
- PROJETS D'URGENCE
- PROJETS LONG TERME ET URGENCES

MEXIQUE

L'ENGRENAGE DES VIOLENCES

L'Amérique centrale est plus que jamais un corridor de migration incontournable vers les États-Unis, du bouchon du Darien à la frontière nord-mexicaine. Au Mexique, la situation de violence généralisée dans le pays a créé des mouvements internes de populations qui s'ajoutent aux flux migratoires. On dénombre actuellement environ 400 000 Mexicains déplacés de force, alors qu'on estime que le pays accueille déjà 600 000 personnes venues d'autres pays – dont la majorité en transit vers les États-Unis. Ces personnes peuvent disparaître ou être séparées de leur famille, subir des accidents et des blessures, être victimes d'extorsion, de recrutements forcés par des groupes armés et des narco-trafiquants ou subir des violences sexuelles. Depuis l'élection de Donald Trump, les nouvelles politiques d'immigration restrictives des États-Unis ont par ailleurs engendré de nouveaux mouvements de population et de nouvelles violences dans le pays.

AUPRÈS DES PERSONNES MIGRANTES AU NORD ET AU SUD

Depuis 2016, Médecins du Monde développe au Mexique des projets pour améliorer l'accès aux soins des personnes migrantes et déplacées internes à travers des actions de plaidoyer et de soutien des institutions et organisations locales. Elle intervient aussi directement sur le terrain à travers deux équipes mobiles à la frontière sud avec le Guatemala, à Tapachula, et à la frontière nord avec les États-Unis, à Ciudad Juarez. Dans ces zones stratégiques, l'association propose des soins de santé primaires, des soins de santé mentale et du soutien psychosocial, ainsi que des soins de santé sexuelle et reproductive, qui ont lieu dans des abris hébergeant des centaines de personnes, dans des logements pour demandeurs d'asile ou dans la rue. Ces activités ont permis de prendre en charge 6 789 personnes migrantes en 2025.

COLOMBIE

UNE CRISE QUI S'ENLISE

La crise humanitaire s'est intensifiée en Colombie en 2025. Les conflits armés, l'instabilité générale et le durcissement des politiques migratoires dans la région ont exposé les populations civiles à toutes sortes de violences : tueries, disparitions, menaces, violences sexuelles et, dans le cas des enfants et des adolescents, enrôlement forcé et mise à contribution lors des affrontements armés. Au total, plus de 1,6 million de personnes ont été touchées par la violence et les conflits – trois fois plus qu'en 2024. Malgré les besoins criants, l'accès humanitaire s'est fortement restreint en raison des contraintes imposées par des groupes armés illégaux et de la baisse des financements de l'aide internationale.

Entre 8 et 9 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire en Colombie en 2025.

DES RÉPONSES RAPIDES ET ADAPTÉES AUX URGENCES

Face à l'intensification des violences et au retrait des acteurs humanitaires dans la région, Médecins du Monde propose une prise en charge en matière de santé primaire, d'accès à l'eau et à l'hygiène, de protection, d'abri et de nourriture aux populations les plus touchées. Pour réagir aux changements brusques des flux migratoires, l'association a adapté ses activités en mettant en place des dispositifs fixes et mobiles à Capurganá et Acandí, tout en maintenant ses autres programmes. Au total, les activités ont permis de soigner 27 407 personnes en 2025, dont plus de 7 000 enfants de moins de 5 ans.



**Au Mexique, environ 58 %
des personnes migrantes
ont été victimes de violences
en 2025.**

EUROPE

4 PAYS 6 PROJETS

BULGARIE 1 PROJET

SUD-CAUCASE 3 PROJETS DONT CUTTS HepC

Arménie

Géorgie

UKRAINE 2 PROJETS



UKRAINE

BULGARIE

GÉORGIE

ARMÉNIE

MER NOIRE

MER CASPIENNE

MER MÉDITERRANÉE

OCÉAN INDIEN

- PROJETS LONG TERME
- PROJETS D'URGENCE
- PROJETS LONG TERME ET URGENCES

BULGARIE

NADEZHDA, UN QUARTIER ROM OSTRACISÉ

Dans la ville bulgare de Sliven, les habitants de Nadezhda sont coupés du reste de la société. Entouré par de hauts murs de béton, ce quartier conçu au départ pour accueillir 3 000 personnes en abrite aujourd'hui près de 8 000, qui vivent souvent dans des conditions extrêmement précaires : 73 % n'ont pas de salle de bain, 66 % n'ont pas de toilettes et de nombreux foyers n'ont accès ni à l'électricité ni à l'eau potable. L'insalubrité qui règne dans le quartier, le manque d'approvisionnement régulier en eau, l'absence de gestion des déchets et la pollution favorisent la présence de parasites et de rongeurs et le développement de maladies vectorielles. L'insécurité et la sensation d'enfermement ont de lourdes conséquences sur la santé mentale des habitants, déjà discriminés en tant que personnes issues de communautés roms.

POUR UN ENVIRONNEMENT DIGNE

Médecins du Monde intervient depuis 2004 dans ce quartier ségrégué en menant des actions pour améliorer la santé sexuelle des femmes, la santé mentale et le cadre de vie. Grâce à un dialogue fructueux avec la communauté de Nadezhda, plusieurs initiatives ont été mises en place pour permettre aux habitants de se réapproprier leur quartier : amélioration de l'éclairage public, végétalisation des espaces partagés, distribution de poubelles, organisation de campagnes de nettoyage, amélioration d'espaces pour les enfants et les familles et sensibilisation à l'hygiène environnementale. En 2025, le

**En 2025,
1 342 personnes
ont bénéficié
du projet Santé
environnement
à Nadezhda.**

projet a été transmis avec succès à des partenaires locaux qui vont poursuivre les actions communautaires, la promotion d'une santé sensible au genre et les initiatives collaboratives pour améliorer l'environnement.

UKRAINE

LA SANTÉ SACRIFIÉE

Depuis l'invasion russe en février 2022, le conflit en Ukraine a affaibli le système de santé alors que 12,7 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire dans le pays, dont 2 millions d'enfants. Déjà critique, la situation a été aggravée en 2025 par une vague d'attaques massives visant les centrales énergétiques et les lignes de transmission, coupant la population de l'électricité et du chauffage alors que le froid est extrême en hiver. De nombreux obstacles éloignent les personnes les plus vulnérables des soins – particulièrement les personnes isolées ou âgées : les coupures électriques qui ciblent les centres de santé et le danger sur certaines routes, notamment dans les zones proches des lignes de front qui subissent des attaques de drones en permanence.

LES SOINS À DOMICILE ET LA TÉLÉMÉDECINE POUR LES PERSONNES ISOLÉES

Présentées au plus proche de la ligne de front dans le sud du pays, à Kherson et à Mykolaev, les équipes de Médecins du Monde soutiennent les centres de santé et travaillent avec des partenaires locaux qui se déplacent directement chez les personnes isolées ou à mobilité réduite grâce à des cliniques mobiles, afin de proposer des soins à domicile, apporter des médicaments ou renouveler des ordonnances. Afin d'atteindre les personnes éloignées des soins dans les zones les plus inaccessibles et à risque, l'association a également mis en place des centres de télémédecine, avec plus de 2 000 consultations à distance réalisées en 2025. Enfin, les équipes proposent des services de soutien psychologique et psychosocial pour répondre aux nombreux besoins en santé mentale des populations – on estime aujourd'hui que près de 10 millions de personnes en Ukraine sont susceptibles de développer un trouble de la santé mentale.



**Depuis le début
de la guerre
en Ukraine,
l'OMS a recensé
plus de 2 800
attaques
contre des
établissements
de santé ou
des ambulances.**

ASIE

5 PAYS 13 PROJETS

AFGHANISTAN 2 PROJETS

MYANMAR 3 PROJETS

NÉPAL 3 PROJETS

PAKISTAN 2 PROJETS

PHILIPPINES 3 PROJETS

Retrouvez les fiches détaillées des différents programmes en Asie
sur [medecinsdumonde.org](https://www.medicinsdumonde.org)



AFGHANISTAN
PAKISTAN

NÉPAL

MYANMAR

OCÉAN PACIFIQUE
PHILIPPINES

OCÉAN INDIEN

- PROJETS LONG TERME
- PROJETS D'URGENCE
- PROJETS LONG TERME ET URGENCES

MYANMAR

UN SÉISME DÉVASTATEUR

Le 28 mars 2025, un puissant séisme de magnitude 7,7 frappait la région de Mandalay, au Myanmar. Le tremblement de terre a touché des centaines de milliers de personnes et détruit habitations et infrastructures, assombrissant le contexte déjà tendu de la guerre civile. Déployée à Mandalay dès les premiers jours de la catastrophe, l'équipe de Médecins du Monde a rapidement lancé des activités mobiles pour intervenir dans les quartiers les plus touchés et atteindre les villages isolés tout en soutenant les structures de santé en fournissant des équipements médicaux d'urgence.

SE RECONSTRUIRE

L'association a déployé deux cliniques mobiles qui ont permis à 6 647 personnes de bénéficier de services de santé. Au total, 1 300 kits d'hygiène et de dignité ont été distribués et cinq structures

Au Myanmar, 16,2 millions de personnes – soit près d'un tiers de la population – ont besoin d'une assistance humanitaire.

de santé publiques ont été soutenues dans leur réhabilitation. Médecins du Monde a également travaillé en partenariat avec deux organisations communautaires locales pour apporter des services de santé de base à 15 149 personnes et a distribué des fournitures médicales à dix-huit établissements de santé. En plus de la réponse au

séisme, l'association a poursuivi ses projets de réduction des risques en 2025, malgré les restrictions de déplacements et l'insécurité : auprès des travailleurs et travailleuses du sexe dans les régions de Yangon et Mandalay, et auprès des personnes usagères de drogues dans l'État Kachin.

PHILIPPINES

MÉTIERS À HAUT RISQUE

À Manille, près de 1,5 million de personnes vivent dans des quartiers particulièrement vulnérables menacés chaque année par les inondations. Dans ces « barangays » surpeuplés et insalubres, des milliers de personnes recyclent, revendent chaque jour des déchets de toutes sortes pour s'assurer un revenu minimal. Parmi eux, les recycleurs de déchets électroniques démontent des appareils sans protections, risquant les coupures, les troubles musculo-squelettiques et les problèmes cardiovasculaires et l'intoxication au plomb. Un cumul d'injustices sociales et environnementales pour ces travailleurs qui n'ont qu'un accès limité aux services de santé malgré la dangerosité de leurs activités.

AGIR POUR LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE

Active aux Philippines depuis 1996, l'association intervient depuis plus de dix ans dans plusieurs quartiers précaires de la capitale pour renforcer la capacité des habitants à se protéger des risques liés à leurs conditions de vie et de travail. Dans les quartiers de San Andres et Tondo, les équipes ont poursuivi en 2025 leurs actions auprès des recycleurs de déchets électroniques et leurs familles en sensibilisant aux risques et en distribuant des équipements de protection.

À travers un travail étroit avec les communautés et les associations partenaires, elles plaident pour faire évoluer les politiques locales, faciliter l'accès au dépistage des intoxications au plomb et obtenir plus de reconnaissance des spécificités de cette activité essentielle à Manille, notamment à travers l'aménagement d'espaces dédiés.

A welder wearing a brown leather hat, safety goggles, a black face mask, and red protective pants is kneeling and working on a metal structure. Bright orange sparks are flying from the welding point. In the background, there are industrial pipes, a gas cylinder, and a building with a corrugated metal roof. A red sign with some text is visible on the building.

**À Manille,
1 858 personnes
ont bénéficié
du programme Santé
environnement en 2025.**

En 2025, les soubresauts liés à la dissolution de l'Assemblée nationale l'année précédente ont continué à accroître l'instabilité politique en France – trois gouvernements successifs en un an – renforçant les tensions au niveau des institutions mais aussi au sein de la société. Une ambiance anxieuse exacerbée par les tensions internationales, le conflit en Ukraine et la catastrophe humanitaire sur le territoire palestinien.

Malgré ce contexte, Médecins du Monde a pu réaliser le bilan complet des projets et des plaidoyers portés en France ces cinq dernières années. Des avancées ont été observées comme le développement des actions de médiation en santé, mais il demeure encore de trop nombreuses barrières à l'accès aux soins et aux droits. Ce constat a permis de tirer des enseignements et de construire la stratégie France 2025-2029, qui s'appuie sur les combats que nous menons au quotidien : pour les droits sexuels et reproductifs, pour la santé des personnes migrantes, pour la réduction des risques liés à la consommation de produits psychoactifs et l'exercice du travail du sexe, pour la santé environnementale et pour un système de santé inclusif et solidaire. Cette stratégie s'ancre dans les territoires, avec des projets concrets portés par des équipes bénévoles et salariées engagées, des partenaires solides et des personnes concernées qui sont parties prenantes des actions. Elle anticipe également un environnement budgétaire tendu débouchant sur des situations sociales et politiques complexes.

EN TERMES OPÉRATIONNELS, L'ANNÉE 2025 AURA ÉTÉ MARQUÉE ENTRE AUTRES :

- Par une réponse aux urgences à Mayotte, où les équipes de Médecins du Monde se sont fortement mobilisées en réponse aux conséquences du cyclone Chido qui a dévasté

l'archipel le 14 décembre 2024, d'abord à travers des réponses d'urgence puis en appui aux structures de santé de Dzoumogné et Longoni particulièrement.

- Par l'aboutissement d'un projet historique à Paris, le Lotus bus, qui intervenait auprès des travailleuses du sexe chinoises depuis plus de vingt ans. Le projet a été transféré à une structure communautaire, les Roses d'Acier, avec comme point d'orgue une passation émouvante en présence de tous les partenaires en fin d'année.
- Par des modalités nouvelles de soutien à nos partenaires à Marseille, où Médecins du Monde ne développe pas d'intervention directe mais offre un appui organisationnel et financier aux acteurs de la réduction des risques, dans un contexte très tendu de lutte contre le trafic de drogue dans lequel l'aspect répressif prend le pas sur les approches de prévention et d'accompagnement.

Si les actions portées par les équipes salariées et bénévoles ont eu des effets concrets sur les populations concernées, nous constatons des difficultés grandissantes pour accéder aux dispositifs de santé en France, liées à un modèle à bout de souffle marqué par les déserts médicaux, les dysfonctionnements des hôpitaux et le recul du rôle de la sécurité sociale au profit d'une financiarisation des prestations de santé de plus en plus assumée. Nous constatons un accès aux soins encore plus difficile pour les personnes vivant sur les territoires ultramarins, avec des discriminations qui perdurent, voire se renforcent, notamment vis-à-vis des travailleuses du sexe et des personnes usagères de drogues. Nous constatons que la succession de dix ministres de la Santé en dix ans n'ont certainement pas aidé à définir une stratégie publique stable et une vision d'ensemble pour un système de santé fonctionnel, solidaire et inclusif.

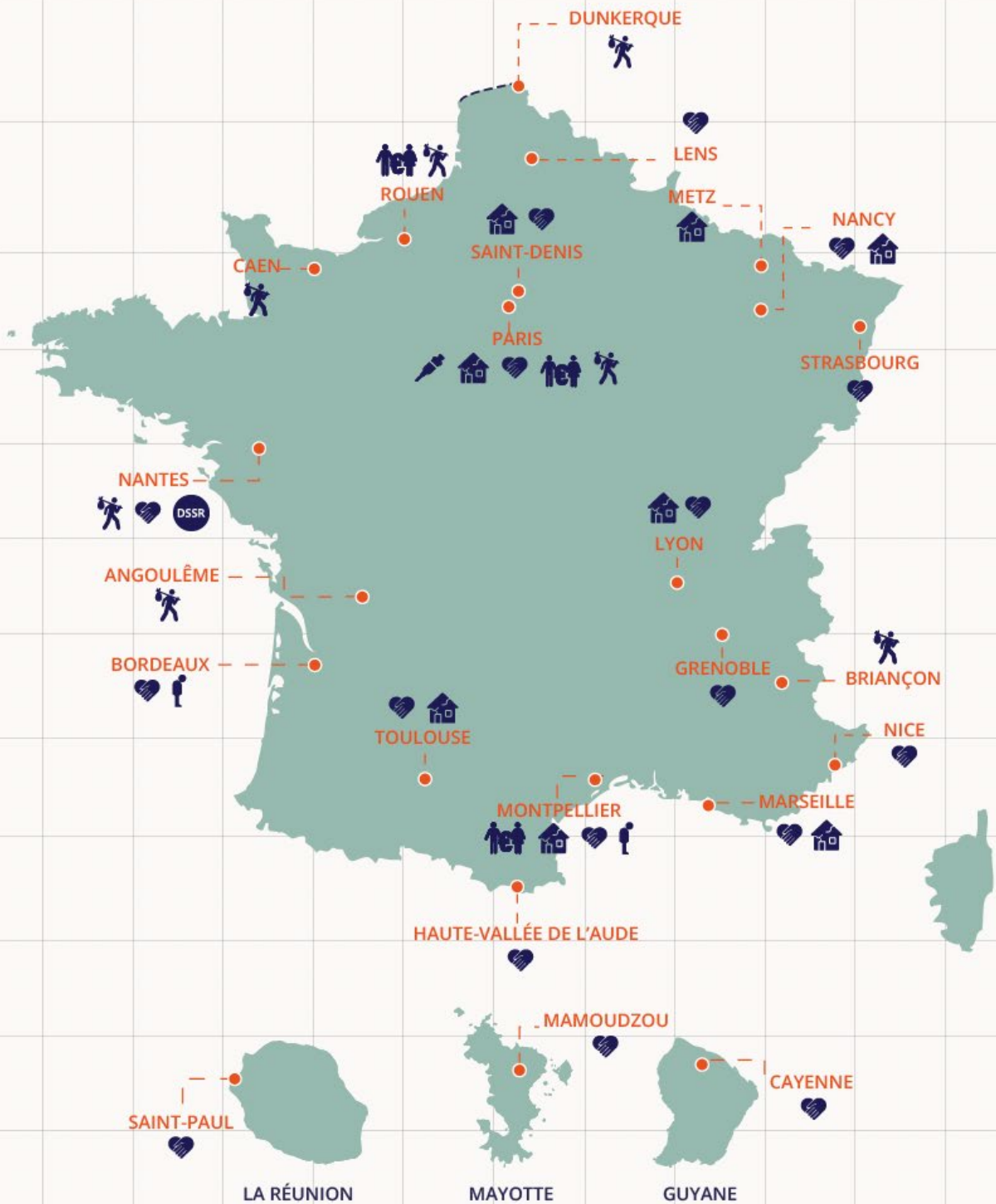
Piliers permettant d'intervenir auprès des personnes les plus fragilisées, les acteurs associatifs voient leur liberté d'action de plus en plus limitée, notamment avec la mise en place de dispositifs

OPÉRATIONS FRANCE

comme le contrat d'engagement républicain (CER), qui marque le passage d'une relation de confiance à un rapport de suspicion de l'État vis-à-vis des associations. Les subventions accordées aux associations sont par ailleurs réduites : le Mouvement associatif a ainsi annoncé que 50 % des associations avaient connu des baisses de subventions en France en 2025.

Face aux difficultés, il est plus que jamais nécessaire de garder le cap. L'engagement est là et nous pouvons compter sur nos équipes salariées et bénévoles pour continuer à rendre visibles les personnes les plus précarisées, à innover et à proposer des solutions pour bâtir le modèle de solidarité de demain. Nous affirmons que la santé est un droit, pas un privilège.





Actions d'accompagnement pour l'accès aux droits en santé



Actions auprès des travailleuses et travailleurs du sexe



Actions auprès des travailleurs précarisés



Actions dans la rue et les bidonvilles



Actions auprès des personnes migrantes et des mineurs non accompagnés



Prévention en matière de droits et santé sexuels et reproductifs



Actions auprès des personnes usagères de drogues

PROTECTION MALADIE UNIVERSELLE ET SYSTÈME PUBLIC DE SANTÉ

SYSTÈME DE SANTÉ

L'action de Médecins du Monde s'inscrit dans un contexte de crise profonde du système de santé, conséquence de choix politiques qui affaiblissent durablement le service public. L'hôpital public et les établissements de soins sont de plus en plus en difficulté, avec une dégradation des conditions de travail des professionnels de santé. La désertification médicale accentue les fragilités d'accès effectif aux soins sur des territoires entiers, tandis que la privatisation et la financiarisation de la santé transforment le soin en marchandise et creusent les inégalités. Le système de protection maladie est ciblé par des attaques répétées qui visent en priorité les dispositifs de solidarité destinés aux plus vulnérables, y compris les personnes étrangères en situation administrative précaire, dont l'accès aux soins est sans cesse remis en cause.

Face à cette situation, Médecins du Monde maintient plus que jamais ses engagements. L'association agit autour de trois piliers : l'accueil inconditionnel des personnes les plus éloignées du soin, dans les centres et à travers des missions d'« aller-vers », pour garantir l'accès aux droits et à la santé ; la documentation et l'analyse des obstacles, des violences administratives et des discriminations afin de les rendre visibles et nourrir la mobilisation ; enfin, la construction d'alliances avec les acteurs de la santé, du social et des services publics pour défendre un modèle solidaire et universel.

Fort de cette expertise et de ces alliances, Médecins du Monde interpelle et mobilise les pouvoirs publics, les institutions et le grand public pour imposer une véritable effectivité du droit à la santé pour toutes et tous.

STRASBOURG : VERS UN MEILLEUR ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES À LA RUE

Depuis 2023, Médecins du Monde mène à Strasbourg un projet mobile visant à renforcer l'accès aux droits et aux services médico-psycho-sociaux des personnes sans domicile. Celles-ci se heurtent à de multiples obstacles, liés tant à la complexité du système sanitaire et social qu'à l'inadéquation des dispositifs existants à leurs besoins. Pour les accompagner, les équipes interviennent dans leurs lieux de vie, proposent un accompagnement médicosocial et œuvrent au développement des connaissances et des capacités d'agir en matière de santé. Le projet vise également à renforcer les compétences des professionnels de santé afin de favoriser des prises en charge plus adaptées.

En 2025, Médecins du Monde a constaté que de plus en plus de personnes à la rue avaient des pathologies lourdes (cancers, insuffisances rénales...) notamment en raison de l'absence de logement stable. La baisse des places d'hébergement d'urgence et le manque de lits médicalisés compromettent en effet l'accès aux traitements, accroissent les risques sanitaires et psychologiques, et réduisent les possibilités de rétablissement. Face à l'urgence, le projet s'est adapté pour accompagner ces personnes gravement malades tout en poursuivant son plaidoyer pour l'accès à l'hébergement et aux logements, prérequis indispensables pour favoriser un meilleur état de santé.

OBSERVATOIRE DE L'ACCÈS AUX DROITS ET AUX SOINS

Depuis le début des années 2000, Médecins du Monde s'appuie sur l'Observatoire de l'accès aux droits et aux soins afin de mieux comprendre les personnes accueillies dans ses programmes en France et de rendre visibles leurs réalités. Cet outil permet de documenter les profils des publics, leurs besoins médicaux, psychologiques et sociaux, ainsi que les répercussions de ces déterminants sur leur état de santé. Il constitue avant tout un instrument de redevabilité envers les personnes concernées.

Chaque année, le rapport issu de l'Observatoire diffuse ces connaissances auprès d'un large ensemble de personnes – personnes décideuses ou chercheuses, associations, journalistes, institutions de santé – pour éclairer les enjeux liés à la santé des populations précarisées. La première partie, structurée comme un baromètre, suit l'évolution des déterminants structurels et intermédiaires influençant la santé des publics vulnérabilisés. À cela s'ajoute un focus thématique annuel, enrichi par l'expertise d'intervenants extérieurs et par une veille sur les changements législatifs, qui met en évidence les obstacles persistants dans l'accès au droit commun.

L'ensemble du rapport propose ainsi une analyse fine des problématiques rencontrées : difficultés de santé, freins aux soins, entraves aux droits. Grâce à ce dispositif, Médecins du Monde peut non seulement documenter les inégalités observées, mais

aussi alerter, formuler des recommandations et interpeller les acteurs institutionnels, politiques et professionnels pour améliorer l'accès aux droits, aux soins et, in fine, l'état de santé des personnes en situation de précarité ou d'exclusion.

CENTRES FIXES

En 2025, Médecins du Monde dispose de douze centres fixes en France. Ces dispositifs médico-psycho-sociaux jouent un rôle de passerelle vers le système de santé et visent à renforcer l'accès à la prévention, aux soins et aux droits des personnes les plus vulnérables. Leur principe fondateur est simple : l'accueil est inconditionnel. Toute personne qui se présente reçoit une réponse adaptée, sans critère de statut, de situation ou de ressources. Les personnes accueillies sont accompagnées par des équipes pluridisciplinaires et bénéficient d'une prise en charge globale. Quelle que soit la raison qui les conduit initialement à pousser la porte d'un centre – le plus souvent une demande de soins – l'ensemble des dimensions de leur situation, qu'elles soient sanitaires, médicales, sociales ou administratives, est examiné. Pour celles et ceux disposant déjà de droits ouverts, l'enjeu est d'assurer une orientation efficace vers les dispositifs de droit commun. Pour les personnes dépourvues de couverture maladie ou en situation de non-recours, les équipes assurent un accompagnement spécifique, en particulier sur les démarches administratives et sociales.



La prise en charge proposée est holistique : soins infirmiers, consultations médicales, actions de prévention, dépistages ciblés pour certaines pathologies, accès à des travailleurs sociaux pour l'ouverture des droits, notamment en matière de couverture maladie. Dans plusieurs centres, une offre d'accompagnement psychosocial et de santé mentale complète ce dispositif, afin de répondre aux effets du parcours migratoire, aux violences et aux conditions de vie souvent marquées par une grande précarité.

Les personnes rencontrées se heurtent à des obstacles persistants : méconnaissance des droits, complexité administrative, difficultés linguistiques... Autant de freins qui entravent l'accès aux soins et à la prévention. Médecins du Monde poursuit donc son plaidoyer pour une couverture santé réellement universelle, indépendante du statut administratif, et pour le développement de dispositifs adaptés, comme la médiation en santé ou l'accès à un intermédiaire professionnel dans le domaine sanitaire.

EN CHIFFRES

13 556 personnes ont été reçues dans 12 centres fixes.

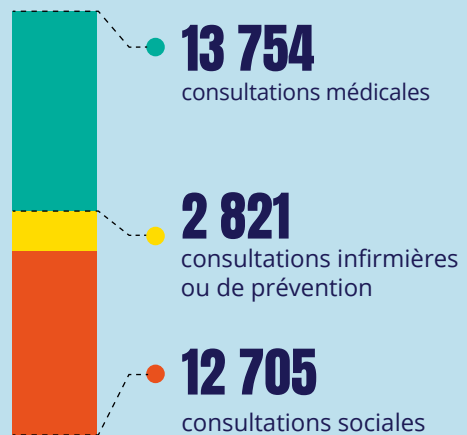
L'âge moyen des patients est de 36 ans.

9 %

de la file active est composée de mineurs

98 %

des personnes sont d'origine étrangère



UNIVERSITÉS POPULAIRES ET RÉFLEXIONS COLLECTIVES À CAYENNE

En 2025, le projet « Universités populaires santé pou tout moun » s'est appuyé sur une démarche de santé communautaire pour lutter contre les inégalités sociales de santé en Guyane. Dans un contexte de forte précarité, d'inégalités d'accès aux soins et de marginalisation des personnes exilées, il a permis à 94 personnes concernées de mener des enquêtes, de co-construire des diagnostics et de formuler des recommandations pour résoudre leurs problématiques grâce à des cycles de savoirs, des ateliers participatifs et des actions artistiques.

Ce travail collectif a produit des résultats concrets : 26 recommandations en santé, une exposition photo, un film, des spectacles et des campagnes de sensibilisation. Il a aussi permis des avancées institutionnelles, comme l'engagement de la Sécurité sociale locale à sensibiliser ses agents, l'intégration envisagée de Médecins du Monde à sa gouvernance ou encore l'annonce de la suppression d'une mesure discriminante envers les femmes enceintes. Le projet renforce aussi durablement le pouvoir d'agir, les compétences et la capacité de plaidoyer des personnes précarisées, pour influencer les pratiques des institutions et le regard du grand public.

MIGRATIONS, EXIL, DROITS ET SANTÉ

L'année 2025, année de campagne électorale sur tous les territoires, a rappelé le rôle central des mairies et des communautés de communes dans la mise en œuvre concrète des politiques d'accueil et de santé, du fait de leur compétence sur de nombreux déterminants de la santé. Médecins du Monde s'est mobilisée pour peser sur ces échéances, en portant ses constats et ses propositions localement, auprès des candidats. L'association a été particulièrement active sur le terrain, en France hexagonale et dans les Outre-mer, auprès des personnes exilées en mettant en place des initiatives d'« aller-vers » à destination des personnes les plus précarisées, vivant dans des squats, des campements ou dans la rue.

Le pendant politique de ces actions de terrain est notre mobilisation auprès des autorités locales, des parlementaires et des cabinets ministériels pour défendre l'accès aux soins des personnes les plus précaires et promouvoir des politiques d'accueil et de santé respectueuses de toutes les personnes présentes sur le territoire français. L'enjeu : faire primer les considérations de santé des personnes et de santé publique sur les considérations de politique migratoire. Nos projets, nos activités, nos prises de

parole constituent autant de réponses aux discours d'exclusion portés par l'extrême droite. Promouvoir sans cesse l'inconditionnalité de l'accueil des personnes et de l'accès aux soins, fonder nos actions sur les valeurs de solidarité, placent notre combat politique sur les migrations, l'exil, les droits et la santé sur une ligne de front contre les idées d'extrême droite. Une position qui va s'amplifier au quotidien, sur tous les terrains, dans la perspective de l'élection présidentielle de 2027.

À l'échelle européenne, 2025 a constitué une étape importante dans le renforcement de l'engagement de Médecins du Monde. Le réseau a adopté un positionnement commun sur les politiques migratoires européennes et leurs conséquences sur la santé des personnes, affirmant une voix collective plus forte et lisible. Dans le contexte de mise en œuvre du Pacte européen sur la migration et l'asile et des discussions autour du « règlement retour », cette dynamique commune a permis de porter un plaidoyer coordonné auprès des institutions européennes et des États membres pour alerter sur les risques que ces évolutions font peser sur l'accès aux soins et le respect des droits des personnes exilées.



L'URGENTE NÉCESSITÉ DE RÉFORMER LA PRISE EN CHARGE DES MINEURS NON ACCOMPAGNÉS

En 2025, la situation des mineurs non accompagnés (MNA) est restée marquée par des défaillances structurelles du dispositif de protection de l'enfance, avec des conséquences graves sur leur santé et leurs conditions de vie. De nouvelles condamnations de la France par le Comité des droits de l'enfant ont confirmé le caractère systémique des violations et la nécessité d'une réforme structurelle. Pourtant, en parallèle, le Conseil d'État, que nous avons saisi aux côtés de 26 associations, a rejeté notre requête visant à contraindre le Gouvernement à se mettre en conformité avec les décisions du Comité.

Sur le plan législatif, une dynamique positive s'est amorcée, initiée notamment par Médecins du Monde : en décembre 2025, l'Assemblée nationale a adopté en première lecture une proposition de loi instaurant une présomption de minorité, visant à garantir une protection effective de tous les MNA. Si le texte doit encore être définitivement adopté, il constitue une avancée importante.

Dans ce contexte, Médecins du Monde a poursuivi ses actions auprès des MNA exclus de la protection, permettant de documenter les violations de leurs droits et de maintenir à l'agenda politique l'urgence d'une réforme structurelle sur le sujet.

MÉDECINS DU MONDE ENGAGÉE AUX FRONTIÈRES

L'année 2025 a été à nouveau marquée par une forte mobilisation de l'association à la frontière franco-italienne, à Briançon et dans les montagnes aux alentours, pour porter secours, assistance et soins médicaux aux très nombreuses personnes exilées ayant franchi la frontière, via des routes rendues plus périlleuses encore par les pratiques illégales des autorités françaises qui poussent à prendre de nombreux risques.

L'observation de ces pratiques est au cœur d'une action portée par Médecins du Monde et ses partenaires de la CAFI (Amnesty International France, La Cimade, Médecins Sans Frontières et le Secours Catholique-Caritas France) et l'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (Anafé) depuis plusieurs années, à la frontière franco-italienne et à la frontière franco-espagnole, côté basque et côté catalan.

En 2025, une nouvelle dynamique d'« observations citoyennes » a été organisée à ces frontières pour mettre en valeur cet engagement citoyen visant à exercer un contrôle démocratique sur les actions des forces de l'ordre aux frontières. Ces observations, qui ont mobilisé des centaines de personnes depuis 2017, permettent de documenter notre collectif et de nourrir le plaidoyer en faveur des droits des personnes exilées.

PROGRAMME NORD-LITTORAL

En 2025, le projet Nord-Littoral à Dunkerque a fortement intensifié son action auprès des personnes exilées, avec une activité doublée à moyens constants jusqu'en septembre. L'équipe a réalisé 2 852 consultations, 2 576 participations aux activités en santé mentale, plus de 1 000 accompagnements physiques vers les Pass et plus de 1 000 autres orientations vers le soin. Malgré un contexte de vie toujours plus dégradé sur les campements (précarité, violences, expulsions, etc.), le nombre d'exilés a doublé par rapport à 2024. L'année 2025 a aussi été marquée par une nette augmentation du nombre de femmes et de familles (une personne rencontrée sur cinq est une femme).

Dans un contexte de durcissement des politiques à l'encontre des personnes exilées dans le Dunkerquois, le plaidoyer porté par Médecins du Monde et ses partenaires a abouti à une victoire au Tribunal administratif de Lille contre l'État et les collectivités territoriales, contraignant les autorités à garantir des conditions de vie dignes. Les personnes sur les campements ont désormais accès à des douches, à des toilettes, à des contenants d'eau, à une collecte des déchets et à des maraudes d'information et d'identification des mineurs non accompagnés. Notre combat porte aujourd'hui sur la pleine application, par la préfecture, de cette décision de justice.

SANTÉ ENVIRONNEMENT

La précarité qui touche les personnes rencontrées et suivies par Médecins du Monde se manifeste à la fois par des conditions d'habitat dégradées liées à l'absence d'un logement stable et digne, mais aussi par des conditions de travail délétères, que ce soit dans un contexte d'emploi informel ou peu protecteur, à l'instar du travail saisonnier viticole ou de la livraison pour des plateformes numériques. Ces facteurs environnementaux nocifs génèrent ou aggravent des problèmes de santé chez des personnes déjà fragilisées.

FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX LIÉS AUX CONDITIONS D'HABITAT

En 2025, 92 % des patients reçus dans les centres de Médecins du Monde n'avaient pas de logement personnel – 26 % d'entre eux vivaient en habitat très précaire (à la rue, en hébergement d'urgence pour 15 jours ou moins, en squat ou en bidonville).

Médecins du Monde constate au quotidien la multiplicité des expositions (aléas climatiques, pollutions environnementales, nuisances physiques) retentissant sur la santé physique et psychique des personnes vivant en situation de rue ou en habitat précaire. À cela s'ajoutent des difficultés d'accès à l'eau, à l'hygiène, aux droits et aux soins. L'instabilité et la précarité du logement compliquent la prise en charge adaptée des problèmes de santé. Les équipes continuent de constater que des personnes avec des pathologies très lourdes, comme des cancers, n'arrivent pas à accéder à un hébergement ni à une prise en charge médicale adaptée.

Nos actions

Médecins du Monde poursuit ses actions auprès des personnes en situation précaire dans les squats, les bidonvilles, dans des structures d'hébergement et accueils de jour, mais aussi dans la rue, en proposant :

- Une veille sanitaire, des consultations médicales, un soutien psychosocial et une médiation en santé ;
- Des accompagnements dans les démarches administratives et l'ouverture des droits ;
- Des ateliers d'information et de sensibilisation pour que les personnes concernées puissent mieux comprendre et prendre en charge leur propre santé ;
- L'accompagnement des acteurs médicaux et

sociaux à une meilleure compréhension des enjeux de l'habitat précaire, du sans-abrisme, de la précarité et de leurs conséquences sur la santé ;

- La participation à des initiatives favorisant l'accès direct à un logement stable pour les personnes vivant dans la rue.

En plus de ses interventions sur le terrain, Médecins du Monde plaide avec d'autres acteurs associatifs en faveur de dispositifs d'hébergement et de logements adaptés et pérennes, et de dispositifs mobiles permettant un accompagnement médico-psychosocial et un accès aux soins effectifs. Face à l'absence chronique de solutions, l'association milite également pour la stabilisation temporaire et la sécurisation sanitaire des personnes dans leurs lieux de vie.

FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX LIÉS AUX CONDITIONS DE TRAVAIL

En 2025, Médecins du Monde a poursuivi ses actions auprès des travailleuses et des travailleurs précarisés de la livraison de plateformes numériques et du secteur agricole. L'ouverture d'un nouveau projet à Montpellier a permis de renforcer l'action sur le travail saisonnier agricole. Les programmes visent particulièrement les situations d'emplois précaires où les conditions de travail sont dégradées et les expositions multiples (pesticides et autres produits chimiques, risques psycho-sociaux, efforts physiques intenses, gestes répétés, etc.) avec des répercussions importantes sur la santé. Les droits sociaux sont aussi très limités, voire inexistant dans certains cas, ce qui limite l'accès aux soins.

Nos actions

- Accompagnement dans l'accès aux droits et aux soins de santé ;
- Rapprochement des personnes des structures de soins par des actions de médiation en santé en (« aller-vers » et « ramener -vers ») ;
- Consultations médicales et de kinésithérapie ;
- Actions d'information et de sensibilisation sur les risques professionnels et leur prévention ;
- Promotion des bonnes pratiques favorisant la santé au travail par exemple via le déploiement de lieux de repos et de ressources ;

— Soutien de collectifs de personnes concernées pour qu'elles puissent elles-mêmes faire valoir leurs droits, mieux prendre en charge leur santé, et porter leurs messages de plaidoyer.

En plus de ces actions, Médecins du Monde se mobilise avec d'autres collectifs et associations pour rendre visible les dégradations des conditions de travail dans les situations de précarité. Nous interpellons les pouvoirs publics pour que toutes et tous, quel que soit leur statut, bénéficient de conditions de travail dignes et d'une protection sociale.

De façon plus générale, nous participons à des coalitions de causes communes pour une meilleure régulation des produits chimiques et la prise en compte des expositions invisibles qui touchent particulièrement les personnes précarisées. Cela nécessite une politique de prévention ne se limitant pas à l'action sur les comportements individuels mais prenant aussi en compte les facteurs structurels de ces déterminants de santé.

AUPRÈS DES TRAVAILLEURS PRÉCARISÉS EN GIRONDE

En 2023, un programme visant à améliorer la santé des livreurs de repas des plateformes numériques et des saisonniers viticoles a été lancé en Gironde. L'année 2025 a été marquée par la réalisation de l'étude « santé course » visant à documenter l'état de santé et les conditions de vie et de travail des livreurs de repas. Menée auprès de 1004 livreurs à Paris et à Bordeaux, elle révèle un état de santé largement dégradé par des conditions d'exercice indignes : près de la moitié des livreurs interrogés estiment que leur état de santé s'est dégradé depuis le début de leur activité. Leurs conditions de travail délétères ont de nombreuses conséquences : une santé mentale fortement fragilisée, une prévalence très

élevée des troubles musculosquelettiques, génito-urinaires et psychosomatiques.

Pourtant, les livreurs recourent peu aux soins. Les personnes rencontrées évoquent plusieurs raisons : l'absence totale de couverture santé pour 32 % d'entre eux ; le manque de temps (avec un rythme de travail moyen à 63 heures par semaine) ; le manque de moyens (le revenu moyen étant inférieur à 6 euros bruts par heure). Face à ces constats, Médecins du Monde, la Maison des livreurs de Bordeaux et la Maison des coursiers de Paris appellent les pouvoirs publics à agir contre les effets de l'ubérisation sur les conditions de travail et la santé des livreurs.

FOCUS



DROITS ET SANTÉ SEXUELS ET REPRODUCTIFS

Vivre librement sa sexualité, sans danger ni violence, sans crainte d'une grossesse non intentionnelle ou d'infection sexuellement transmissible (IST) est un enjeu de santé clé. Pourtant, Médecins du Monde constate que l'accès à des informations fiables et sans jugement, ainsi qu'à des services de prévention et de soins pour bien vivre et comprendre sa sexualité reste un défi majeur en France, en particulier pour les plus précaires.

UN ENJEU DE SANTÉ NÉGLIGÉ

En France, les équipes de Médecins du Monde rencontrent principalement des personnes précaires qui sont souvent stigmatisées, discriminées et réprimées. Surexposées aux violences, aux risques d'IST et aux grossesses non intentionnelles, elles ont toutes un point commun : accéder au système

de santé leur est difficile, voire parfois impossible. En 2025, les populations rencontrées par Médecins du Monde en France présentent d'importants besoins non satisfaits en matière de droits et santé sexuels et reproductifs :

- plus de 80 % des femmes en âge de procréer n'utilisent aucune contraception ;
- Une femme enceinte sur trois présente un retard de suivi de grossesse ;
- plus de 70 % des personnes ne connaissent pas leur statut sérologique pour le VIH, le VHB et le VHC ;
- 9 femmes sur 10 n'ont jamais réalisé de dépistage du cancer du col de l'utérus¹.

Malgré ces besoins considérables, les droits et santé sexuels et reproductifs restent entourés de tabous. Ils sont rarement considérés comme une priorité, tant par les professionnels de santé et du social, qui

1. Données issues des entretiens de prévention DSSR et consultations médicales réalisés en 2025 dans les centres d'accueil, de soin, et d'orientation de Médecins du Monde.

FOCUS

GARANTIR L'ACCÈS À L'AVORTEMENT

En France, malgré l'inscription du droit à l'IVG dans la Constitution le 8 mars 2024, de nombreux obstacles subsistent : délai restrictif fixé à 14 semaines de grossesse pour les avortements volontaires qui pousse les femmes à avorter en dehors du territoire, stigmatisation du corps médical et de l'entourage encore très présente, barrières géographiques et administratives avec de nombreuses étapes avant d'accéder aux soins. Au total, 82 % des femmes ayant eu recours à un avortement en France mentionnent avoir fait face à au moins un frein durant leur parcours. Les équipes de Médecins du Monde sur le terrain témoignent des difficultés d'accès pour les publics précaires, liées notamment à des problématiques d'interprétariat et à la complexification du parcours de soins.

Face à ces obstacles, l'association agit pour renforcer l'accès et garantir le droit à l'avortement. En 2023, le conseil d'administration de Médecins du Monde France a pris des engagements forts en décidant d'intégrer à l'ensemble de ses programmes des services d'avortement, en direct ou via un circuit de référencement effectif, d'ici 2028. Dans les Pays de La Loire, un soutien à notre partenaire du Planning Familial est accordé sur l'année, permettant à l'association de poursuivre son accompagnement de proximité. À Montpellier, la délégation a lancé un diagnostic afin d'évaluer la fonctionnalité de l'accès aux services. Une série de formations de facilitateurs et facilitatrices d'atelier de réflexion sur les valeurs en lien avec l'avortement est aussi déclinée pour les salariés et bénévoles de l'association, afin d'être en position de défendre le droit à disposer de son corps face à la montée des conservatismes.

peuvent craindre d'être trop intrusifs, que par les personnes rencontrées elles-même, qui relèguent souvent ces besoins au second plan en raison de leurs conditions de (sur)vie.

AGIR CONCRÈTEMENT

Médecins du Monde œuvre à améliorer l'accès à la prévention et à une prise en charge de qualité en matière de droits et de santé sexuels et reproductifs (DSSR) pour toutes et tous, y compris les populations précarisées. En France, nos équipes interviennent en lieux fixes et en « aller-vers » directement auprès des personnes précarisées avec pour objectifs de :

- renforcer l'accès à des services de prévention et de prise en charge de qualité dans ce domaine ;
- renforcer les capacités des personnes à agir sur leurs droits et santé sexuels et reproductifs ;
- contribuer aux politiques publiques locales, territoriales et nationales afin de renforcer l'accès effectif aux DSSR.

Réunis au sein d'un programme transversal Prévention DSSR, plus de la moitié des projets de Médecins du Monde en France mettent en œuvre des activités visant à renforcer l'accès effectif aux droits et santé sexuels et reproductifs dans

l'Hexagone et en outre-mer. Selon les territoires et les projets, sont mis en œuvre :

- des entretiens individuels de prévention, avec offre de dépistage, et des ateliers collectifs de promotion de la santé sexuelle et reproductive ;
- la mise à disposition de matériels de prévention et d'autosoins comme des préservatifs, autotests, délivrance de la pilule contraceptive d'urgence à l'avance ;
- l'orientation et l'accompagnement des personnes vers les structures de droit commun, notamment vers des centres de santé sexuelle, de dépistage, de protection maternelle et infantile ;
- l'implication des personnes dans leur prise en charge à travers la médiation en santé, le recours à l'interprétariat professionnel, des techniques d'entretien centrées sur la personne ;
- le fait de documenter l'état de santé sexuelle et reproductive des personnes et les dysfonctionnements dans l'accès aux services et aux droits ;
- le plaidoyer en faveur de politiques publiques en la matière, au niveau local, régional et national – y compris pour simplifier les parcours de dépistage et de prise en charge, lutter contre la désinformation en santé sexuelle, favoriser l'accès aux outils d'autosoins.



RÉDUCTION DES RISQUES

LA RÉDUCTION DES RISQUES LIÉS À L'USAGE DE DROGUES : UN CONQUIS ET PAS UN ACQUIS

L'année 2025 a été marquée par une intensification des atteintes à la réduction des risques. À Paris, la fermeture d'un Caarud en plein centre de la capitale, sous la pression de riverains et faute de conditions de sécurité suffisantes, illustre ce recul. Plus largement, la légitimité même de ces dispositifs, pourtant inscrits dans la loi de santé publique depuis plus de vingt ans, est aujourd'hui remise en cause, notamment lors de nouvelles localisations (déménagement de Caarud par exemple).

Parallèlement, certaines pratiques reconnues, comme l'analyse de drogues, finalement acceptée dans la loi depuis 2016 et intégrée au dispositif national « Analyse ton prod », sont fragilisées. Des préfets en contestent l'application lorsqu'elle entre en contradiction avec les objectifs de la loi Narcotraffic de juin 2025, fondée sur une logique de tolérance zéro. D'autres mesures, telles que l'extension de l'amende forfaitaire délictuelle pour usage simple ou la prolongation des haltes soins addictions (HSA) jusqu'en 2027, témoignent d'une difficulté persistante à adopter une approche non criminalisante des usages.

Dans le même temps, les politiques publiques renforcent la stigmatisation des personnes consommatrices, notamment les plus précaires, à travers des campagnes de communication centrées sur la lutte contre le trafic de drogue. Sur le terrain, les conséquences sont visibles : à Paris, les scènes de consommation dans l'espace public persistent et se déplacent, notamment vers le centre-ville ; à Marseille, la dispersion des usagers complexifie l'action des équipes de réduction des risques.

Face à cette évolution et dans un contexte actuel qui semble favoriser un retour à l'invisibilité, les acteurs et actrices de la réduction des risques doivent repenser leurs modes d'intervention pour atteindre les publics les plus éloignés des dispositifs. La réduction des risques peut-elle encore s'appuyer sur ses modèles historiques ? Comment maintenir l'innovation et l'adaptation face à des politiques de plus en plus répressives ? Et surtout, comment redonner une place centrale aux personnes concernées dans des dispositifs qui peinent à reconnaître leurs savoirs et leurs réalités ?

FOCUS

LES RECOURS CONTENTIEUX SUR LES HALTES SOINS ADDICTIONS, UNE PREMIÈRE EN FRANCE

Les deux recours contentieux sur les haltes soins addictions (HSA), portant sur la pérennisation du dispositif et sur l'ouverture d'une HSA à Marseille, ont été déposés le 12 avril 2025. Plus de 110 articles de presse ainsi que de nombreux reportages à la radio leur ont été consacrés, au niveau national et local pour Marseille. La majorité des articles rappellent les résultats objectifs des HSA, ce qui témoigne d'une bonne compréhension du dispositif par les médias et permet une transmission

d'information objective au public.

Le lendemain du dépôt des recours, la mairie de Lille a contacté Médecins du Monde pour savoir comment soutenir le recours national sur la pérennisation. L'association attend actuellement une date d'audience, dans un contexte politique dominé par une approche répressive peu encline à proposer un espace de réflexion sur la place des drogues dans la société et les réponses pragmatiques à y apporter.

ACCOMPAGNER LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU SEXE

En lien avec d'autres associations, Médecins du Monde lutte pour que les politiques de santé prennent en compte les besoins spécifiques des travailleurs et travailleuses du sexe à travers une approche de réduction des risques. L'association milite contre la pénalisation du travail sexuel et pour un soutien renforcé aux associations de santé communautaires qui sont les plus à même de répondre aux besoins. Les programmes à Montpellier, à Paris et à Rouen favorisent l'accès à la santé et aux droits des travailleuses et travailleurs du sexe à travers des actions d'« aller-vers », d'accueil et d'accompagnement. Médecins du Monde porte également un programme national de lutte contre les violences commises à leur rencontre dans le cadre de leurs activités.

Repères

En 2025, 87 bénévoles (dont 18 bénévoles pairs) ont permis de réaliser plus de 5 628 contacts (rue) et 8 524 offres de contact (Internet) ainsi que l'accompagnement et l'orientation de 284 personnes sur Internet et 424 personnes dans la rue.

Les réseaux sociaux des différents programmes cumulent 2 437 followers sur le réseau social X, 6 402 sur Instagram et 1 124 sur WeChat.

Le site Jasmine compte désormais 3 113 personnes inscrites. Il a été visité 109 843 fois par 68 075 personnes différentes en 2025. 4 117 faits de violence ont été signalés sur la plateforme d'alerte.

Nos enjeux

Face à la précarisation des travailleuses et travailleurs du sexe et à l'augmentation des violences observées sur le terrain, Médecins du Monde plaide pour :

- la garantie d'un accès effectif aux droits et à la santé et le maintien de dispositifs de réduction des risques ;
- l'amélioration des dispositifs d'accompagnement et de protection des victimes de violence ;
- l'implication des travailleurs et travailleuses du sexe dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques de santé qui les concernent ;
- l'abrogation du parcours de sortie de prostitution défini par la loi du 13 avril 2016 au profit de véritables dispositifs permettant aux personnes qui le souhaitent de trouver une autre activité génératrice de revenus ;
- l'abrogation de la pénalisation des clients et la décriminalisation du travail du sexe.

PROJET ROSELA : ACCOMPAGNER LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DU SEXE À MONTPELLIER

Dans l'Hérault, le projet Rosela accompagne depuis 2003 les travailleuses et travailleurs du sexe à travers une approche de réduction des risques centrée sur la santé globale et l'accès aux droits. En 2025, le projet a renforcé son action en combinant présence de terrain et interventions numériques, avec 52 tournées physiques, notamment de nuit, et des actions de maraudes virtuelles sur des sites internet. Cette stratégie permet d'atteindre des publics variés, souvent éloignés des dispositifs classiques de soins.

La réduction des risques s'est traduite

concrètement par la distribution massive de matériel de prévention (préservatifs, lubrifiants, autotests VIH), mais aussi par un accompagnement individualisé, avec plus de 300 entretiens. Le programme a également mis l'accent sur la mobilisation communautaire en intégrant des personnes issues de la communauté dans l'équipe, pour déployer des actions plus adaptées et inclusives. En parallèle, Rosela a intensifié son plaidoyer, notamment vers les institutions, et renforcé ses partenariats médico-sociaux afin de lever les freins systémiques à l'accès à la santé et influencer sur les politiques locales et nationales.

ANNUAIRE DES DÉLÉGATIONS RÉGIONALES

ALSACE

24 rue du Maréchal Foch, 67000 STRASBOURG

T : 03 88 14 01 00

alsace@medecinsdumonde.net

AQUITAINE

2 rue Charlevoix de Villers, 33300 BORDEAUX

T : 05 56 79 13 82

aquitaine@medecinsdumonde.net

AUVERGNE / RHÔNE-ALPES

305 rue Paul Bert, 69003 LYON

T : 04 72 92 49 25 / 06 03 56 06 04

rhone-alpes@medecinsdumonde.net

GUYANE

5 rue des Peuples autochtones, 97300 CAYENNE

T : 05 94 28 36 77

mf.cayenne@medecinsdumonde.net

HAUTS-DE-FRANCE

129 boulevard Montebello, 59000 LILLE

T : 09 83 85 54 78

hauts-de-france@medecinsdumonde.net

ÎLE-DE-FRANCE

15 boulevard de Picpus, 75012 PARIS

T : 01 43 14 81 99 / 07 64 45 78 59

ile-de-france@medecinsdumonde.net

LANGUEDOC-ROUSSILLON

246 rue Chambert, 34080 MONTPELLIER

T : 04 99 23 27 17

languedoc-roussillon@medecinsdumonde.net

LORRAINE

13 B rue de la Ravinelle, 54000 NANCY

T : 03 57 77 01 60

lorraine@medecinsdumonde.net

MIDI-PYRÉNÉES

5 boulevard de Bonrepos, 31000 TOULOUSE

T : 05 61 63 78 78

info.midi-pyrenees@medecinsdumonde.net

NORMANDIE

5 rue d'Elbeuf, 76100 ROUEN

T : 02 35 72 56 66

normandie@medecinsdumonde.net

OCÉAN INDIEN

22 rue Saint-Louis, 97460 SAINT-PAUL
(LA REUNION)

T : 02 62 21 71 66

ocean-indien@medecinsdumonde.net

PACA

129 avenue de Toulon, 13005 MARSEILLE

T : 04 95 04 59 62 / 06 18 41 18 16

delegationpaca@medecinsdumonde.net

PAYS DE LA LOIRE

33 rue Fouré, 44000 NANTES

T : 02 40 47 36 99

pays-de-la-loire@medecinsdumonde.net

POITOU-CHARENTES

193 rue Saint-Roch, 16000 ANGOULÊME

T : 09 51 13 57 16

angouleme@medecinsdumonde.net





Face aux attaques qui se multiplient à travers le monde contre la solidarité et les droits, alors que les personnels humanitaires sont ciblés et assassinés, et que les financements des projets humanitaires sont réduits drastiquement, le réseau international de Médecins du Monde continue de se mobiliser avec force et conviction.

LE RÉSEAU MOBILISÉ POUR LA PALESTINE

Face à la crise humanitaire à Gaza et en Cisjordanie, l'ensemble du réseau s'est mobilisé en 2025 en diffusant des données issues du terrain, en participant à des événements dénonçant le génocide et en appelant au respect du droit international et des principes humanitaires. Depuis juillet 2024, Médecins du Monde effectue des dépistages de la malnutrition aiguë des enfants et des femmes allaitantes dans quatre centres de santé dans les gouvernorats de Deir el Balah et Khan Younés. À partir des constats alarmants sur le terrain, Médecins du Monde France, Espagne et Suisse ont publié en mai 2025 un rapport qui a été relayé par 12 chapitres sur leurs réseaux sociaux.

Les défis majeurs de l'action humanitaire à Gaza et en Cisjordanie ont été particulièrement mis en avant lors de l'assemblée générale 2025 du réseau de Médecins du Monde, accueillie par Médecins du Monde Suisse du 8 au 10 novembre à Neuchâtel. L'évènement s'est ouvert avec l'intervention de Philippe Lazzarini, commissaire général de l'UNRWA, dont le témoignage a nourri les réflexions sur l'engagement militant et le positionnement politique du Réseau.

Fin 2025, le réseau s'est mobilisé aux côtés de l'Association des agences pour le développement international (AIDA) et plus de cinquante ONG internationales pour dénoncer les nouvelles mesures d'enregistrement imposées par les autorités israéliennes, qui incluent des demandes de partage de données sensibles sur les personnels humanitaires. Ces exigences mettent en danger les équipes et risquent de freiner une action humanitaire essentielle, dans un contexte où les besoins des populations civiles sont pourtant urgents.

Le réseau international de Médecins du Monde a également soutenu l'initiative « Medics On The Move For What Matters », qui a mobilisé plus de 2 500 professionnels de santé en faveur du droit à la santé et de la protection du personnel soignant à Gaza. Une action a été organisée le 22 septembre devant le Parlement européen à Bruxelles pour interpellier les institutions européennes sur la nécessité de garantir l'accès aux soins et le respect du droit international humanitaire.

PLAIDER CONTRE LES POLITIQUES MIGRATOIRES RESTRICTIVES EN EUROPE

La création, en 2025, d'un poste de référent plaider auprès de l'Union européenne à Bruxelles permet au réseau international de construire un engagement européen plus efficace et plus collectif. Aux côtés de PICUM (Plateforme pour la coopération internationale sur les migrants sans papiers), le réseau Médecins du Monde a ainsi mené une mobilisation forte contre le « règlement retour » de l'Union européenne, qui renforce la politique d'expulsions des personnes extra-européennes en situation irrégulière. Cette dynamique s'est traduite par un webinaire paneuropéen sur les mesures de détection et de signalement, le lancement de la CSO Return Coalition – rassemblant 250 organisations – pour rejeter la proposition, et la création d'un groupe de travail commun Médecins du Monde PICUM.

Ce plaidoyer s'est aussi concrétisé par la publication, en novembre 2025, d'un rapport dénonçant les graves effets des règles d'expulsion sur la santé, porté auprès des eurodéputés, des institutions européennes et des médias. Cette mobilisation collective conduit à une interpellation internationale majeure : une lettre de seize rapporteurs et rapportrices spéciaux de l'ONU alertant sur les atteintes aux droits humains et à la santé.

RÉSEAU INTERNATIONAL

DES ENGAGEMENTS CONCRETS POUR LE DROIT À L'AVORTEMENT

Les huit engagements pris par le réseau pour le droit à l'avortement en 2023 se sont concrétisés : l'accès à un avortement sécurisé est opérationnalisé par sept membres du réseau dans dix pays. En 2024, le conseil d'administration de Médecins du Monde France a alloué un budget pour soutenir les membres du réseau dans leur lutte contre les avortements non sécurisés par le biais de subventions. Ces financements ont permis des avancées concrètes : entre avril et décembre 2025, les associations partenaires de Médecins du Monde Argentine en République dominicaine ont pu réaliser 61 avortements.

Médecins du Monde Pays-Bas a obtenu l'élargissement du fonds d'urgence avortement par les municipalités d'Utrecht et Amsterdam pour les publics non couverts par le système classique. Le réseau a aussi formé 35 personnes à l'animation des ateliers visant à explorer les valeurs et les attitudes relatives à l'avortement, préalable à la mise en place d'actions concrètes sur l'interruption volontaire de grossesse.

VERS UN ONE MDM

Les baisses de financement touchent durement le réseau. Dans un contexte hostile aux solidarités, il est urgent d'agir ensemble pour garantir notre pérennité. Entre septembre et décembre 2025, le cabinet de conseil Bain & Company a analysé les différents modèles économiques des membres du réseau et ouvert les réflexions autour de la spécialisation des membres et de la mutualisation des ressources.

C'est dans ce cadre contraint que le réseau réaffirme son ambition de devenir One MDM : un mouvement international unifié, résilient et à fort impact. Le travail sur le second plan stratégique du réseau a ainsi été initié pour une validation à l'assemblée générale de 2026. Les contributions des 17 membres du réseau s'articulent autour de neuf objectifs à atteindre d'ici 2031. Parmi ses objectifs, le réseau vise le renforcement de son plaidoyer et de ses actions autour de quatre combats communs prioritaires : espace humanitaire, migration et santé, droits et santé sexuels et reproductifs, droits et système de santé. Il vise aussi davantage de mutualisation des ressources notamment pour la mise en œuvre des projets internationaux. Le réseau réaffirme enfin son positionnement militant et sa volonté d'intégrer de nouveaux membres venant d'autres géographies pour plus de diversité.

CHIFFRES CLÉS

Au total, le réseau international de Médecins du Monde mène des programmes dans **68** pays.

17 pays avec des projets nationaux
49 pays avec des projets internationaux

LES ASSOCIATIONS

MÉDECINS DU MONDE ALLEMAGNE

www.aerztewelt.org

Président : **Dr Peter Schwick**

MÉDECINS DU MONDE ARGENTINE

www.mdm.org.ar

Président : **Dr Jorge Radesca**

MÉDECINS DU MONDE BELGIQUE

www.medecinsdumonde.be

Présidente : **Dr Claire Bourgeois**

MÉDECINS DU MONDE CANADA

www.medecinsdumonde.ca

Président : **Dr David-Martin Milot**

MÉDECINS DU MONDE ESPAGNE

www.medicosdelmundo.org

Président : **Dr Jose Fernandez**

MÉDECINS DU MONDE ÉTATS-UNIS

www.doctorsoftheworld.org

Président : **Dr Glenn Fennelly**

MÉDECINS DU MONDE FRANCE

www.medecinsdumonde.org

Président : **Dr Jean-François Corty**

MÉDECINS DU MONDE GRÈCE

www.mdmgreece.gr

Président : **Dr Nikitas Kanakis**

MÉDECINS DU MONDE ITALIE

<https://medicidelfondo.it/>

Présidente : **Mme Veronica Forin**

MÉDECINS DU MONDE JAPON

www.mdm.or.jp

Présidente : **Mme Kayo Yokomori**

MÉDECINS DU MONDE LUXEMBOURG

www.medecinsdumonde.lu

Président : **Dr Marc Graas**

MÉDECINS DU MONDE PAYS-BAS

www.doktersvandewereld.org

Président : **Dr Hendrik Verschuur**

MÉDECINS DU MONDE PORTUGAL

www.medicosdomundo.pt

Président : **Dr Antonio Hipolito de Aguiar**

MÉDECINS DU MONDE ROYAUME-UNI

www.doctorsoftheworld.org.uk

Président : **Dr Steve Lloyd**

MÉDECINS DU MONDE SUÈDE

www.lakareivarlden.org

Président : **M. Mårten Brink**

MÉDECINS DU MONDE SUISSE

www.medecinsdumonde.ch

Co-présidents : **Dr Laurent Lob et M. Antoine Kernen**

MÉDECINS DU MONDE TURQUIE

www.dunyadoktorlari.org.tr

Président : **M. Hakan Bilgin**





SUÈDE

UKRAINE

CROATIE

BULGARIE

GÉORGIE

ARMÉNIE

AFGHANISTAN

NÉPAL

JAPON

ITALIE

LIBAN

SYRIE

IRAK

PALESTINE

PAKISTAN

BANGLADESH

MYANMAR

LAOS

PHILIPPINES

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

SOUDAN DU SUD

YÉMEN

ÉTHIOPIE

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

KENYA

TANZANIE

MOZAMBIQUE

MADAGASCAR

ZIMBABWE

OCÉAN INDIEN

OCÉAN PACIFIQUE

Médecins du Monde s'engage sur des principes de gestion financière.

RIGUEUR DE GESTION ET TRANSPARENCE FINANCIÈRE

Médecins du Monde est reconnue par le Comité de la charte du Don en Confiance et s'attache tout particulièrement à respecter les principes de ce comité, dont la rigueur de gestion et la transparence financière.

CONTRÔLES PAR DES ORGANISMES EXTERNES

Médecins du Monde est soumise au contrôle de la Cour des comptes et les comptes de l'association sont certifiés par un commissaire aux comptes (cabinet Mazars depuis 2020).

Des audits approfondis sont menés par les bailleurs de fonds publics français (notamment l'Agence française de développement), européens (DG ECHO - agence humanitaire de la Commission européenne, par exemple) ou internationaux (comme les Nations unies).

LE COMITÉ DES DONATEURS

Médecins du Monde s'appuie sur un comité des donateurs indépendant qui analyse et interroge régulièrement le travail de l'association.

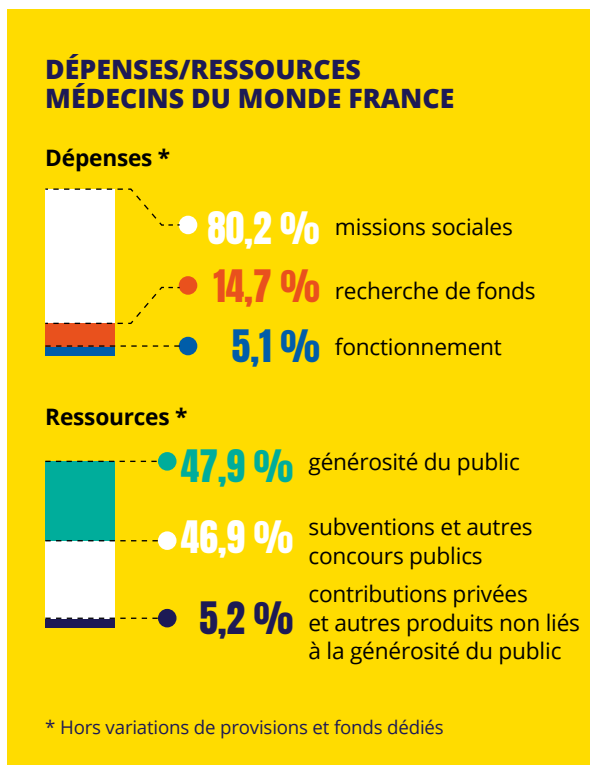
LE COMITÉ D'AUDIT

Le comité réunit des membres du conseil d'administration et deux personnalités qualifiées extérieures, parmi lesquelles son président. Il facilite la prise de décision du conseil d'administration et a pour mission de donner son avis sur la qualité de l'information financière de l'association, la gestion des risques, le contrôle interne et l'audit interne.

LE PÉRIMÈTRE FINANCIER

Le périmètre financier de Médecins du Monde France comprend également les flux financiers avec certaines associations du réseau international de Médecins du Monde : MdM-Allemagne, MdM-Canada, MdM-États-Unis, MdM-Espagne, MdM-Italie, MdM-Japon, MdM-Pays-Bas, MdM-Royaume-Uni, MdM-Suède, MdM-Suisse et MdM-Turquie.

Le rapport financier détaillé de l'association est accessible sur le site internet : medecinsdumonde.org



FINANCEMENT



Les liens avec les institutions internationales sont indispensables pour les ONG actives dans le domaine humanitaire. Ces institutions sont à la fois des bailleurs importants et des instances politiques de premier plan. Médecins du Monde développe des partenariats avec certaines institutions lui permettant d'influencer les politiques internationales. L'association participe par ailleurs à différents collectifs d'ONG facilitant l'accès aux instances de décision internationales afin de développer un plaidoyer au nom de ces ONG.

L'UNION EUROPÉENNE

Parmi les différents organes de l'Union européenne (UE), les deux principales institutions de solidarité de la Commission européenne sont la direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire (DG ECHO) et la direction générale des partenariats internationaux (DG INTPA).

- Le mandat de la DG ECHO consiste à porter assistance et secours d'urgence aux victimes de catastrophes naturelles ou de conflits en dehors de l'UE. La DG ECHO intervient à travers près de 200 partenaires (ONG européennes, réseau Croix-Rouge, agences spécialisées des Nations unies). En 2025, la DG ECHO a disposé d'un budget de près de 2,5 milliards d'euros.
- La mission de la DG INTPA est de mettre en œuvre les instruments d'aide extérieure de la Commission européenne, un des principaux contributeurs en matière d'aide publique au développement.

Depuis sa création il y a 34 ans, le réseau Médecins du Monde est un acteur majeur du collectif VOICE (Voluntary Organisations in Cooperation in Emergencies), basé à Bruxelles, interface entre les ONG européennes humanitaires et les institutions de l'UE (Commission européenne/DG ECHO, Parlement européen,

États membres). VOICE regroupe près de 90 ONG européennes dont les plus importantes en taille et en influence. Médecins du Monde France, au nom du réseau Médecins du Monde, est actif dans différents groupes de travail de VOICE comme le « Humanitarian Partnership Watch Group ».

- Médecins du Monde intervient auprès de la DG INTPA par l'intermédiaire de CONCORD (European confederation of relief and development NGOs) via le collectif français des ONG Coordination SUD, qui assure un lobbying auprès des institutions de l'UE et participe à l'élaboration de positions communes sur la politique de développement européenne et les grands enjeux des relations Nord-Sud.

LES NATIONS UNIES

- Le Conseil économique et social (Ecosoc) est l'organe principal de coordination des activités économiques et sociales de l'ONU et de ses organismes et institutions spécialisés. Le réseau international de Médecins du Monde dispose du statut consultatif de rang 1 lui permettant de mener des actions de lobbying, notamment auprès de la Commission des droits de l'homme. Il a le statut d'observateur dans cet organe subsidiaire de l'Ecosoc.
- Le réseau international de Médecins du Monde assure une représentation au sein du Haut-commissariat aux réfugiés (HCR), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA).
- Depuis début 2018, Médecins du Monde a été admise en tant que partenaire officiel de l'OMS et nous sommes membres actifs du groupe de référence de la société civile travaillant sur les recommandations de l'OMS concernant les hépatites virales.
- L'association est enfin active dans des groupes de travail au sein du IASC, organisme de coordination humanitaire de haut niveau des Nations unies.

RELATIONS INSTITUTIONNELLES

LE FONDS MONDIAL

Le Fonds mondial (Global Fund) de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme est une institution financière internationale multilatérale créée en 2002 qui alloue des subventions pour lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Le Fonds mondial investit plus de 5 milliards de dollars US par an.

À noter que Médecins du Monde bénéficie également de subventions de l'Initiative (géré par Expertise France), soutien supplémentaire de la France au Fonds mondial.

L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Institution financière, l'Agence française de développement (AFD) fait partie du dispositif français de l'aide publique en faveur des pays pauvres. Sa mission est de participer financièrement à des projets de développement. Depuis 2009, l'AFD a le mandat de financer les ONG françaises par le biais de la Division du partenariat avec les organisations de la société civile, qui pilote le partenariat avec les ONG et assure le suivi des initiatives portées par celles-ci. En tant que membre de Coordination SUD, Médecins du Monde participe aux différentes discussions entre les ONG françaises et l'AFD, tant sur la stratégie de l'AFD que sur ses modalités de financement.

Notre association a bénéficié de l'outil de financement CPP (Convention de partenariat pluriannuel), initié en 2018 pour quatre ans, et renouvelé en 2022 pour une nouvelle période de quatre ans jusque fin 2025. Médecins du monde fait partie du projet « Feminist Opportunities Now (FON) », sous la responsabilité de IPPF Afrique sélectionné par l'AFD en 2022 dans le cadre des fonds féministes français. Dans ce même cadre, l'association mène le projet MAREAS (Mouvements pour l'autonomie reproductive, l'égalité et la solidarité), sous la responsabilité de IPAS.

LE CENTRE DE CRISE ET DE SOUTIEN

Le Centre de crise et de soutien du ministère des Affaires étrangères et du Développement international gère les crédits publics français destinés aux actions humanitaires d'urgence (Fonds humanitaire d'urgence : FUH, Fonds de stabilisation). Il dispose d'un budget de plus de 200 millions d'euros en 2025. En dehors des financements, Médecins du Monde est en lien stratégique et institutionnel avec le CDCS à travers l'espace de travail Enjeux humanitaires de Coordination SUD.

COOPÉRATIONS BILATÉRALES

En dehors des fonds publics français, Médecins du Monde bénéficie du soutien de coopérations bilatérales. Grâce à la participation active de son réseau, elle est un partenaire du ministère des Affaires étrangères allemand (GFFO) et celui de la Coopération-BMZ (via Mdm Allemagne depuis Munich, des Affaires mondiales Canada (via Mdm Canada depuis Montréal) et de USAID/BHA (désormais DOS/Department of State depuis juillet 2025) (via Mdm États-Unis depuis New York). Par ailleurs, Médecins du Monde est régulièrement soutenue par la DDC (Direction développement et de la coopération) suisse ainsi que par le gouvernement de Monaco à Madagascar.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'Assemblée Générale élit pour trois ans les membres du conseil d'administration (CA), au nombre de douze, auxquels s'ajoutent trois suppléants. Le CA élit en son sein, pour un an, le président et le bureau de l'association : le vice-président, le trésorier et le secrétaire général. Le CA gère et administre l'association dans le cadre des orientations et des décisions budgétaires votées par l'assemblée générale. Il met en œuvre les orientations stratégiques annuelles et pluriannuelles de l'association décidées par l'assemblée générale. Il est garant de la bonne application des statuts et du règlement intérieur ainsi que de l'unité de l'association.

À l'issue de l'assemblée générale du 14 juin 2025, l'association a élu son Conseil d'Administration :

Président

Docteur Jean-François Corty, médecin

Vice-présidente

Anne Guilberte, formatrice en santé publique

Secrétaire générale

Sophie Rhodes, directrice d'association de prévention en santé

Trésorier

Docteur Marc Tyrant, médecin hospitalier

Membres titulaires du conseil d'administration :

Docteur Élisabeth Avril, médecin généraliste, directrice de l'association Gaïa Paris

Docteur Christian Bensimon, médecin généraliste

Mustapha Benslimane, directeur d'établissement médico-social retraité

Renaud Boulet, coordinateur de l'ONG DBA

Bertrand Brequeville, chargé de recrutement

Diane Hassan, spécialiste des alliances multi-acteurs pour l'action solidaire

Gaëlle Krikorian, sociologue

Cécile Winnougan Thiombiano Yougbaré, référente technique et plaidoyer DSSR en Afrique

Membres suppléants du conseil

d'administration :

Céline Laurenson, cheffe de service, centre ESSOR 63 de Forum Réfugiés

Hicham Saqalli, responsable de recrutement et du développement des compétences à Première Urgence Internationale

Docteur Françoise Sivignon, médecin radiologue, membre du Conseil économique, social et environnemental

DIRECTION DE MÉDECINS DU MONDE

Directeur général : **Joël Weiler**

Directrice générale adjointe : **Helena Ranchal**

Directrices des opérations internationales : **Helena Ranchal** puis **Élise Lesieur**

Directeur des opérations France : **Yannick Le Bihan**

Directrice santé et plaidoyer : **Sandrine Simon**

Directrice financière : **Jennie Saint-Sulpice**

Directeur Achats, logistique, informatique : **Gaël Acke**

Directeur des ressources humaines : **Bertrand Bocquet**

Directeur de la communication et du développement : **Guillaume Cotillard**

ORGANISATION



NOS PARTENAIRES PRIVÉS

LES FONDATIONS ET ENTREPRISES

Association Ouest-France Solidarité, Association Alif, Axa Banque, BAIN & Company, Cedars3 Investments, Choose Love, CIC, Consortium 12-12, Crédit Coopératif, Crédit Mutuel, Crédit Mutuel Equity, Crédit Mutuel de Bretagne, Crédit Mutuel du Sud-Ouest, Energie TP, Fondation Axian, Fondation d'entreprise Air France, Fondation Chanel, Fondation Christiane et Francis Labbe, Fondation de France, Fondation Crédit Mutuel Alliance Fédérale, Fondation CMA CGM, Fondation d'entreprise Macif, Fondation d'entreprise Optic 2000-Lissac-Audio 2000, Fondation d'entreprise L'Oréal, Fondation d'entreprise MNH, Fondation pour le Logement des Défavorisés, Fondation Sternstunden, Fondation Roi Baudouin, Fonds de dotation Meyer Louis-Dreyfus, Fonds de dotation Nos Épaules et Vos Ailes, Fonds Inkermann, Fonds L'Oréal pour les Femmes, Fonds L'Oréal pour l'Urgence Climatique, Fortuneo, Groupe Raja, Harmonie Mutuelle, I'm not James, L'Oréal SA, Lilo, Louvre Banque Privée, M Comme Mutuelle, McCall MacBain Foundation, Muslim Charity, Sidaction, Stanley Thomas Johnson Stiftung, Stavros Niarchos Foundation, The Tolkien Trust, Benevity UK Online Foundation. Mais aussi Bimpli, Éthi'kdo, Glady, Freemium Play, Fabuleos, Ivoire, Solikend, Lydia, PayPal, Run for Planet, VINCI, Vinted, Tribee, Popcarte et ASO.

NOS PARTENAIRES PUBLICS

Organismes multilatéraux

Union européenne (DG Echo, DG International Partnership), agences des Nations unies (HCR, UNICEF, OCHA, OMS), Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Global Fund), Unitaid, START Fund.

Organismes bilatéraux

— **En Europe** : ministère des Affaires étrangères allemand (GFFO), ministère du Développement allemand (BMZ), l'agence allemande de coopération internationale pour le développement (GIZ), Coopération monégasque (DCI), Coopération suisse (SDC), région Catalogne (Espagne).

— **En France** : Agence française de développement (AFD), ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et son Centre de crise et de soutien (CDCS), Aide alimentaire programmée (AAP), Ambassades de France/Fonds Équipe France, Expertise France/L'Initiative.

— **Autres** : Coopération américaine (USAID, BHA, Department of State), Coopération canadienne (GAC)/Ambassade du Canada, Coalition humanitaire du Canada.

— **Collectivités françaises** : Conseil régional Île-de-France, Conseil régional Pays de la Loire, Conseil régional Paca, Conseil régional Nouvelle Aquitaine, Communauté européenne d'Alsace (CEA), Collectivita di Corsica, Conseil départemental Loire-Atlantique, Conseil départemental Isère, Conseil départemental Meurthe et Moselle, Conseil départemental Moselle, Conseil départemental Charentes, Conseil départemental Gironde, Conseil départemental Pyrénées-Atlantiques, Conseil départemental Seine-Saint-Denis, Direction de l'action sociale, de l'enfance et de la santé (Dases), Conseil départemental Hérault, Conseil départemental Aude, Conseil départemental Haute-Garonne, Conseil départemental Bouches-du-Rhône, Conseil départemental Alpes-Maritimes, Conseil départemental du Nord, de la Communauté urbaine de Dunkerque et du Centre communal d'action social de la Ville de Grande-Synthe, Communauté de communes Vierzon Sologne Berry, Eurométropole, Métropole Aix-Marseille-Provence, Grenoble Alpes Métropole, Métropole de Lyon.

— **Les mairies** : Ville de Paris, Aix-en-Provence, Ajaccio, Angoulême, Audincourt, Bazelat, Bouscat, Bordeaux, Bullecourt, Charny, Cayenne, Deuil-la-Barre, Grenoble, Haillan, Communauté d'agglomération Hénin-Carvin, Jarnac, Jurançon, Keskateil, La Celle-Dunoise, Communauté d'agglomération de Lens-Liévin, Lescar, Lespinasse, Lyon, Matoury, Marseille, Montpellier, Nantes, Neure, Nice, Pau, Remire, Rouen, Saint-Laurent-des-Vignes, Strasbourg, Toulouse, Villeurbanne.

De nos missions France

Agences régionales de santé (ARS), conseils départementaux, conseils régionaux, mairies, Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam), caisses d'allocations familiales (CAF), caisses maladie régionales (CMR), caisses primaires d'assurance maladie (CPAM), caisses régionales d'assurance maladie (CRAM), centres communaux d'action sociale (CCAS), Centres de lutte anti-tuberculeuse (CLAT), Centres gratuits d'information,

NOUS REMERCIONS

de dépistage et de diagnostic (CeGIDD), Collectif de défense des travailleur.euse.s étrangèr.e.s dans l'agriculture (CODETRAS), Mouvement Français du Planning Familial (MFPF), Direction générale de la santé (DGS), Institut national d'études démographiques (INED), Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Permanences d'accès aux soins de santé (Pass), Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca), Unions régionales des caisses d'assurance maladie (Urcam), centres hospitaliers, Caisse générale de sécurité sociale de la Guyane (CGSS), la Mutualité sociale agricole (MSA), Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT), Centre de Détention et Maison d'arrêt de Nantes, Santé Publique France (SpF), Délégation Interministérielle à l'hébergement et à l'accès au Logement (DIHAL), les Directions régionales et départementales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS / DDETS), Délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (DRAJES), Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE), les services de Protection Maternelle et infantile (PMI).

NOS PARTENAIRES ASSOCIATIFS

Acceptess-T, Action Santé Mondiale, Act up-Paris, Aides/Coalition Plus, Action contre la Faim, Amnesty International, Association Nationale d'Assistance aux Frontières des Étrangers (ANAFE), APLEAT, Association d'autosupport et de réduction des risques des usagers de drogues (Asud), Aurore, Coordination Sud (C-Sud), Collectif d'information et de recherche cannabique (CIRC), Conseil norvégien pour les réfugiés, Crisis Action, Daleth research - Drug policy Analysis, Sida Paroles, Gaïa Paris, ATD Quart-Monde, Bus 31/32, Cabiria, Center for Reproductive Rights, Centre Primo Levi, CARE, Comité de Lutte Contre l'Exclusion (CLE), Coordination Française pour le Droit d'Asile (CFDA), Collectif des Associations pour le Logement (CAL), Center for Reproductive Rights, la Cimade, collectif Romeurope, collectif Migrants Outre-Mer (MOM), collectif Alerte, Collectif Santé Mondiale, Comede, CREA, Crisis Action, Droit au logement (DAL), Emmaüs, European Parliamentary Forum for Sexual and Reproductive Rights (EPF), France Assos Santé, For Alternative Approches to Addiction Think and do tank (FAAAT), Empow'Her, Fédération Association Laïque Éducation Permanente Ajaccio (FALEPA), Fondation pour le Logement des Défavorisés, Fédération Addiction (FA), Fédération des Associations pour la Promotion et l'Insertion par le Logement (FAPIL), Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme (FIDH), Fédération des Acteurs de la Solidarité (FAS), Fédération parapluie rouge, Générations Féministes, Générations Futures, Global Health Advocates (GHA), Groupe d'Information et de Soutien des Immigrés (Gisti), Global Safe abortion Dialogue, Gutmacher Institute,

Handicap International France, InfoMIE, Insecurity Insight, Ithaque, Keep smiling, Korzeam, Maison des livreurs Bordeaux, Médecins Sans Frontière France, le Bus des femmes, les Restos du cœur, Les Roses d'Acier, Association PALOMA, Ligue des Droits de l'Homme (LDH), Observatoire du Droit à la Santé des Étrangers (ODSE), Observatoire international des prisons (OIP), Oppelia, One Sustainable Health for All Foundation, PASTT, IPAS, Association Penelope, Plan International, Pharmacie humanitaire internationale (PHI), Plateforme contre la traite des êtres humains, Plateforme de Service aux Migrants (PSM), Plateforme des ONG Françaises pour la Palestine, Police Contre la Prohibition, Principes Actifs, Sauvegarde 71, Secours Catholique Caritas France, Secrets Toxiques, Solidarité Sida, Sidaction, SOS Addictions, Groupe SOS, Syndicat de la Magistrature, Syndicat des Avocats de France, Syndicat du TRAVAIL Sexuel (Strass), Techno Plus, Transat, Unicef France, UNIOPSS, ARCAT, le Collectif des Femmes de Strasbourg Saint Denis, Association SAFE, Center for Reproductive Rights, International Network of People who Use Drugs (INPUD), Harm Reduction International (HRI), International Drug Policy Consortium (IDPC), IPPF, Mouvement pour le Dialogue pour l'Avortement Sécurisé en Afrique (ODAS), le Partenariat de Ouagadougou (PO), Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS) Itinéraires Entr'Actes, Autres Regards, Grisélidis, Equipop, Tous Migrants, le Refuge Solidaire, Utopia 56, Kesha Niya, Women 7 ainsi que de nombreux partenaires régionaux et locaux dans nos pays d'intervention.

NOS PARTENAIRES EUROPÉENS

Organisation Mondiale de la Santé (OMS), Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants (PICUM), European Patient Forum (EPF), European Anti-Poverty Network (EAPN), Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-abris (FEANTSA), European AIDS Treatment Group (EATG), European Sex Workers Alliance (ESWA), Association européenne des Droits de l'Homme (AEDH), European Network of People Who Use Drugs (EuroNPUD), European Public Health Association (EUPHA), Confédération des organisations familiales de l'Union européenne (COFACE), Insecurity Insight, International Lesbian Gay Association (ILGA), European Policy Center (EPC), Health Action International (HAI), Picum, Safeguarding Health in Conflict Coalition, Social Platform, Eurochild, EPIM / NEF, VOICE, Women Political Leaders (WPL) global forum, Migreurop, My Voice, My Choice/Ma Voix, Mon Choix.

TOUS NOS AUTRES PARTENAIRES AINSI QUE CEUX QUI NOUS ONT SOUTENUS PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UN LEGS OU D'UNE ASSURANCE-VIE DANS NOS ACTIONS EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER AU COURS DE L'ANNÉE 2025, SANS OUBLIER NOS DONATEURS PARTICULIERS.

COORDINATION DU PROJET

Thomas Flamerion et Anne-Lys Thomas

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION

Pauline De Smet

GRAPHISME

Commequoi

PRODUCTION

Estimprim

Imprimé sur papier 100 % recyclé certifié FSC

LES PHOTOGRAPHES

Couverture : Christophe Da Silva

Lahcène Abib (p.55)

Julie Caen (p.57)

Christophe Da Silva (p.13, 45, 47, 50, 52, 69, 73)

Majdi Fathi - NurPhoto via AFP (p. 33, 62)

Fiora Garenzi (p.61)

Tony Karumba – AFP (p.27)

Charly Kodjo (p. 11, 29)

Saeed M. M. T. Jaras - Anadolu via AFP (p.4)

Serhii Masin - Anadolu via AFP (p.41)

Olivier Papegnies (p.37)

Marie Pierson (p.15)

Tsiky Sikonina – AFP (p.21)

MÉDECINS DU MONDE

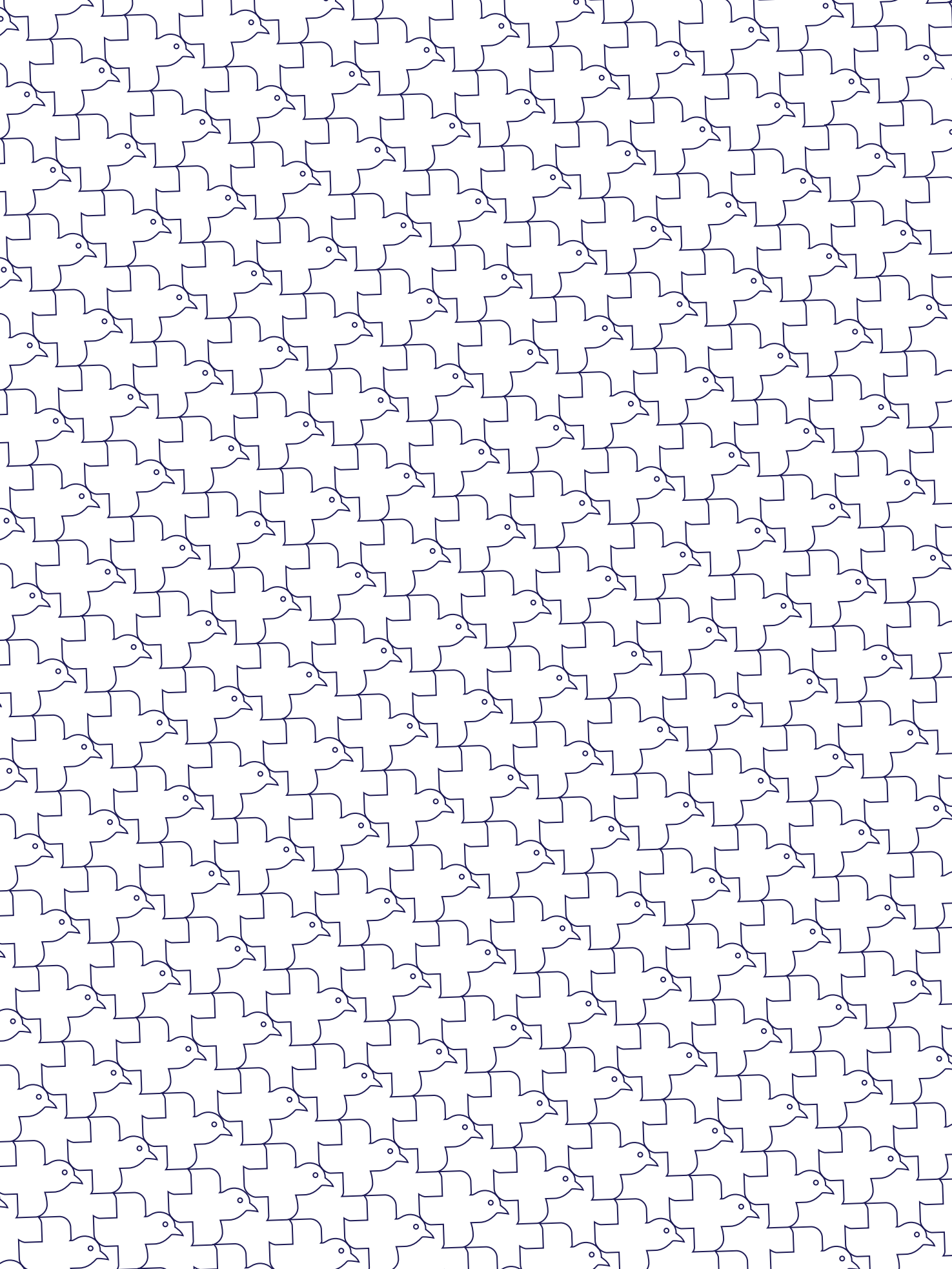
84 avenue du Président Wilson

93210 Saint-Denis

Tél. 01 44 92 15 15

medecinsdumonde.org

 Mdm_France





medecinsdumonde.org



**SOIGNE AUSSI
L'INJUSTICE**